



SECRETARIAT DU PROGRAMME RÉGIONAL OCÉANIEN DE L'ENVIRONNEMENT
(PROE)

**Projet de
programme de travail et de budget pour 2009
et
budgets prévisionnels pour 2010 et 2011**

Résumé du programme de travail et du budget pour 2009 et projections pour 2010 et 2011

Introduction

Le programme de travail et le budget pour 2009 ont été préparés conformément au Règlement financier du PROE et sont exprimés en dollars É.-U. Ils continuent d'être axés sur la mise en œuvre des priorités environnementales des pays et territoires insulaires océaniques, définies dans le Plan d'action (2005-2009) et exécutées dans le cadre des programmes stratégiques du Secrétariat. Le budget de 2009 s'élève à 7733 215 dollars É.-U. et est comparable à celui de 2008. On notera toutefois qu'il ne sera équilibré que si les Membres acceptent d'augmenter leurs contributions – Voir « Recettes » ci-dessous.

Format du programme de travail et du budget

Le nouveau cadre logique élaboré lors de l'examen à mi-parcours des programmes stratégiques 2004-2013 a été adopté lors de la préparation de ce document. La présentation des programmes et budgets est inchangée et commence par une introduction résumant leurs activités, priorités et objectifs.

La liste des agents et des postes (pourvus, en cours de recrutement, vacants ou non financés) affectés à chaque programme est fournie pour donner aux Membres une idée des personnels disponibles et des ressources humaines nécessaires à leur bonne exécution à condition de disposer des financements requis.

Les programmes sont ensuite détaillés volet par volet, en précisant les liens avec les programmes stratégiques. Les informations fournies comprennent : les objectifs et les réalisations en haut du tableau ; les sous-réalisations dans la première colonne ; les indicateurs correspondant à ces sous-réalisations dans la deuxième ; les activités prévues pour 2009 dans la troisième ; et les données budgétaires dans la dernière.

Les données budgétaires sont réparties en frais de personnel, de fonctionnement et d'investissement en précisant les sources de financement probables. Lorsqu'un financement ne peut être garanti, son inclusion repose sur le fait qu'une proposition de programme a été négociée et bien accueillie par un ou plusieurs donateurs, de sorte que la probabilité d'obtenir le financement en 2009 soit au minimum égale à 50 %. Sur la totalité des fonds requis pour le programme de travail et le budget pour 2009, seuls 2,5 % des montants attendus des donateurs restent à identifier.

Dépenses

Les dépenses totales anticipées pour 2009 (7 733 215 dollars É.-U.) sont quasiment identiques à celles approuvées pour 2008 (7 736 577 dollars É.-U.) et semblables à celles des années précédentes : 6,7 millions en 2007, 7,5 millions en 2006, 7,2 millions en 2005, 7,8 millions en 2004, 7,7 millions en 2003 et 7,4 millions en 2002.

On remarquera que les budgets proposés sont en baisse depuis plusieurs années. Cette baisse est essentiellement liée à l'achèvement d'importants projets : Programme de conservation de la biodiversité dans le Pacifique Sud (PCBPS) et Programme d'assistance aux îles du Pacifique en matière de changements climatiques en 2003 ; Projet d'adaptation climatique de l'Agence canadienne de développement international, Projet d'exploitation des océans Canada-Pacifique Sud et Projet FEM/PNUD sur les énergies renouvelables en 2005 ; Projet FEM/PNUD sur les eaux internationales en 2006 ; et Projet du PNUE sur les substances qui appauvrissent la couche d'ozone en 2007. On prévoit toutefois d'autres projets de grande ampleur dont ceux du FEM sur la réduction des gaz à effet de serre et le Projet océanique d'adaptation aux changements climatiques (PACC).

Recettes

Le budget de 2009 est encore fortement subventionné par les donateurs tandis que le Secrétariat leur est largement tributaire pour l'exécution de ses programmes de travail mais aussi d'une part substantielle de ses services d'appui. La majeure partie (75 %) des recettes anticipées pour l'exercice provient des donateurs, contre 18 % pour les contributions des Membres et 7 % pour les moyens internes.

Les contributions de 2008 ont totalisé 935 572 dollars É.-U. et ne sont pas suffisantes pour couvrir les coûts salariaux du Secrétariat pour le budget de base (1 080 330 dollars É.-U.).

Celui-ci a utilisé les excédents des années précédentes pour équilibrer son budget en 2006, 2007 et 2008 mais ceux-ci sont désormais épuisés. Il a attiré l'attention des Membres dès 2005 sur la nécessité d'augmenter les contributions pour subvenir à ses besoins, en leur rappelant que plus cette augmentation sera différée et plus elle sera lourde à assumer.

Le Secrétariat pense que le moment est venu pour les Membres du PROE de s'engager à assumer progressivement, sur une période de cinq ans, la majorité des coûts des fonctions de base. Cette approche est également recommandée par l'évaluation indépendante du PROE réalisée en 2008. Une telle démarche signifierait aux donateurs un plus grand engagement des Membres vis-à-vis de leur organisation et pourrait susciter de nouvelles aides extérieures. Elle offrirait par ailleurs le niveau d'indépendance, de souplesse et de sécurité dont le Secrétariat a grand besoin pour planifier et exécuter ses fonctions de base.

En l'absence d'excédents, le Secrétariat sollicite donc une augmentation de 448 141 dollars É.-U. soit 47,9 % des contributions actuelles des Membres, pour équilibrer le budget de 2009. Bien qu'une telle augmentation soit importante en pourcentage, du fait du faible niveau des contributions actuelles, elle est relativement peu conséquente une fois ventilée entre les Membres, en particulier entre les pays insulaires océaniques (voir addendum).

Plusieurs options concernant la viabilité des finances du Secrétariat sont présentées au point 6.3 de l'ordre du jour. Elles aideront le Secrétariat et les Membres à envisager la meilleure voie à suivre sur cette question sensible qui sous-tend en grande partie l'existence même de l'Organisation.

Les recettes anticipées pour 2010 et 2011 ne fournissent qu'un scénario indicatif en utilisant un taux d'inflation de 10 %.

Documents présentés au titre du programme de travail et du budget pour 2009

- A. Programme de travail et budget consolidés pour 2009 et projections pour 2010 et 2011 – page 3
- B. Budget consolidé pour 2009 présenté sous forme de budget de base et de budget du programme de travail – page 4
- C. Composition du financement – page 5
- D. Présentation détaillée du programme de travail et du budget – page 6-49
- E. Analyse budgétaire détaillée – page 50-52
- F. Présentation détaillée du budget des services administratifs – page 53
- G. Barème des traitements et des indemnités par source de financement – page 54
- H. Annexes – page 55-57

**PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGET CONSOLIDÉS POUR 2009 (DOLLARS É.-U.)
ET PROJECTIONS POUR 2010 ET 2011**

		2007		2008	May-08		2009		2010		2011
		RÉSULTATS ¹		BUDGET	EFFECTIF		PROPOSÉ		PROJECTION		PROJECTION
RECETTES											
Contributions des Membres	13.8%	917,496	12.1%	935,572	560,732	#REF!	935,572	#REF!	1,383,713	#REF!	1,383,713
Autres contributions des membres	0.0%	-	0.0%	-	-	#REF!	448,141	#REF!	-	#REF!	-
Excédents des exercices précédents	8.8%	587,623	5.3%	408,997		#REF!	100,000	#REF!	174,186	#REF!	252,081
Services de gestion des programmes	6.8%	455,451	5.9%	455,190	366,778	#REF!	506,580	#REF!	531,909	#REF!	558,504
Intérêts	5.4%	362,875	3.9%	305,000	132,075	#REF!	350,000	#REF!	367,500	#REF!	385,875
Autres recettes	0.8%	52,502	1.5%	116,811	28,486	#REF!	100,000	#REF!	105,000	#REF!	110,250
Fonds des bailleurs	64.4%	4,296,496	71.3%	5,515,007	2,752,261	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!
TOTAL RECETTES	100.0%	\$6,672,443	100.0%	\$7,736,577	\$3,840,332	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!
DÉPENSES											
Écosystèmes insulaires	32.8%	2,534,451	26.0%	2,010,289	1,011,741	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!
Avenirs océaniques	28.1%	2,175,298	47.1%	3,646,325	1,084,671	#REF!	3,212,104	#REF!	3,372,709	#REF!	3,541,344
Direction générale et services administratifs	29.4%	1,962,694	26.9%	2,079,963	1,068,078	#REF!	2,315,232	#REF!	2,430,995	#REF!	2,552,544
	90.3%	\$6,672,443	100.0%	\$7,736,577	3,164,490	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!
EXCÉDENT/(DÉFICIT) NET		\$0		\$0	\$675,842		#REF!		#REF!		#REF!

1. États financiers vérifiés pour l'exercice clos le 31 décembre 2007.

PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGET CONSOLIDÉS POUR 2009 (DOLLARS É.-U.)
PRÉSENTÉS SOUS FORME DE BUDGET DE BASE ET DE BUDGET DU PROGRAMME DE TRAVAIL

	BUDGET DE BASE		BUDGET DU PROGRAMME DE TRAVAIL		BUDGET CONSOLIDÉ	
RECETTES						
Contributions des Membres	71.6%	1,383,713	0.0%	-	17.9%	1,383,713
Frais d'appui aux programmes		-	8.7%	506,580	6.6%	506,580
Intérêts	18.1%	350,000	0.0%	-	4.5%	350,000
Autres recettes	5.2%	100,000	0.0%	-	1.3%	100,000
Excédents des exercices précédents	5.2%	100,000	0.0%	-	1.3%	100,000
Fonds des bailleurs	0.0%	-	91.3%	5,292,922	68.4%	5,292,922
TOTAL RECETTES	100.0%	\$1,933,713	100.0%	\$5,799,502	100.0%	\$7,733,215
DÉPENSES						
Écosystèmes insulaires	1.8%	35,660	37.4%	2,170,219	28.5%	2,205,879
Avenirs océaniques		-	55.4%	3,212,104	41.5%	3,212,104
Direction générale et services administratifs	98.2%	1,898,053	7.2%	417,179	29.9%	2,315,232
	100.0%	\$1,933,713	100.0%	\$5,799,502	100.0%	\$7,733,215
EXCÉDENT/(DÉFICIT) NET		\$0		\$0		\$0

COMPOSITION DES FINANCEMENTS - PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR 20

SOURCES DE FINANCEMENT DU BUDGET

I) Budget de base			1,383,713
- Contributions actuelles des membres	#REF!	935,572	
- Autres contributions des membres	#REF!	448,141	
II) Autres recettes			550,000
- Intérêts	#REF!	350,000	
- Excédents des exercices précédents	#REF!	100,000	
- Autres recettes	#REF!	100,000	
III) Services de gestion des programmes			506,580
- Services de gestion des programmes	#REF!	506,580	
IV) Financement externe			
A). Financement bilatéral			#REF!
Australie			
- AusAID - Extra-budgétaire	#REF!	1,133,520	
- AusAID - Extra extra-budgétaire	#REF!	57,400	
France			
- Gouvernement français	#REF!	144,820	
Japon	#REF!	108,750	
Nouvelle-Zélande			
- NZAID - Extra-budgétaire	#REF!	#REF!	
- NZAID - Extra extra-budgétaire	#REF!	-	
É.-U			
- Administration nationale de l'océan et de l'atmosphère	#REF!	122,370	
- Conseil régional de gestion des pêches pour le Pacifique occ	#REF!	-	
B). Financement multilatéral			2,435,830
- Conservation International	#REF!	132,060	
- Union européenne	#REF!	130,000	
- Fonds pour l'environnement mondial - PNUD	#REF!	1,529,560	
- Organisation maritime internationale	#REF!	62,000	
- MacArthur Foundation	#REF!	87,000	
- Secrétariat de la Convention de Ramsar	#REF!	-	
- Taiwan-République de Chine	#REF!	8,000	
- The Nature Conservancy	#REF!	73,590	
- CE/Programme des Nations Unies pour l'environnement	#REF!	213,620	
- Programme des Nations Unies pour l'environnement	#REF!	200,000	
C). Autres			199,110
- Bailleurs divers	#REF!	199,110	
TOTAL FINANCEMENTS IDENTIFIÉS			#REF!
TOTAL FINANCEMENTS À IDENTIFIER	#REF!		#REF!
TOTAL PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES	#REF!		#REF!

1. ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

Objectif du programme : Pays et territoires insulaires océaniques à même de gérer les ressources insulaires et les écosystèmes océaniques de manière durable et propre à entretenir la vie et les modes de subsistance

Contexte stratégique

L'orientation du PROE à travers ce programme reflète un engagement fondamental en faveur du maintien des modes de subsistance des peuples insulaires, grâce à la conservation et à la gestion efficaces des écosystèmes terrestres, côtiers et marins. Ce programme vise à développer les capacités des peuples océaniques afin de les aider à conserver et gérer durablement les écosystèmes et les ressources de leurs îles. Il vise également à protéger les espèces menacées prioritaires et à préserver les pays et territoires insulaires océaniques des espèces exotiques envahissantes. À travers ce programme, le PROE entend aborder les questions de conservation des écosystèmes terrestres, côtiers et marins, de gestion durable des ressources naturelles et de protection des espèces menacées prioritaires contre les menaces anthropiques et les espèces envahissantes. Ces questions nécessitent des interventions aux niveaux local, national, régional et international.

Objectifs pour 2009

En 2009, ce programme continuera de fournir les conseils et l'assistance techniques ainsi que les informations et le soutien nécessaires pour aider les pays et territoires insulaires océaniques à résoudre leurs problèmes environnementaux dans la perspective du développement durable. La collaboration avec les partenaires (PNUF, CMS, BirdLife International, UICN, Conservation International, IFAW, FIELD, etc.) continuera d'être renforcée pour appuyer les priorités des Membres. Les principales activités prévues pour 2009 dans le cadre de chaque volet pertinent comprennent :

- Appui continu à la mise en œuvre des AME sur la conservation, la biodiversité, les zones humides et la dégradation des sols, et en particulier des PANSB de la CDB, et soutien aux pays et territoires insulaires océaniques dans le cadre de la Convention de Ramsar ;
- Soutien technique à la Table ronde pour la conservation de la nature ;
- Mise en œuvre du projet CRISP, dont ce sera la dernière année, y compris l'évaluation des récifs coralliens ;
- Analyse des lacunes des SIG sur les zones clés pour la biodiversité marine au Samoa et aux Fidji et identification des zones de conservation prioritaires ;
- Négociation et élaboration d'un mémorandum d'entente régional pour la conservation des tortues sous les auspices de la Convention sur les espèces migratrices ;
- Soutien continu à la mise en œuvre du mémorandum d'entente régional sur les cétacés ;
- Collaboration avec les partenaires en vue de la formulation de mesures régionales de protection des requins ;

- Appui à l'élaboration d'un système d'évaluation des risques liés aux espèces adventices ;
- Assistance aux pays et territoires insulaires océaniques en vue de l'amélioration des contrôles aux frontières et mesures de quarantaine visant les espèces envahissantes ;
- Assistance aux pays et territoires insulaires océaniques en vue de la mise en œuvre des processus d'autoévaluation nationale des capacités à renforcer ;
- Assistance aux services de l'environnement en vue de la formulation et/ou de la révision et de la mise en œuvre de plans stratégiques institutionnels et de stratégies de développement des ressources humaines ;
- Promotion du développement des capacités nationales en gestion de projets ;
- Soutien à la mise en œuvre des mesures prioritaires des stratégies nationales d'éducation en vue du développement durable, y compris l'élaboration de plans d'EDD et de matériels éducatifs pour les écoles ;
- Collecte d'informations environnementales en vue de les rendre plus accessibles à la région ;
- Constitution d'un répertoire des sources de financement et des conseils techniques en gestion de l'information et diffusion par le biais de la bibliothèque du PROE et du site web du CID.

Les agents suivants contribuent à la réalisation des objectifs de ce programme :

Stuart CHAPE	Directeur du programme Écosystèmes insulaires
Makerita ATIGA-PATU	Secrétaire du directeur du programme
Kate BROWN	Conseillère en matière de stratégie d'action pour la conservation de la nature
Alan TYE	Spécialiste des espèces envahissantes
Anna TIRAA	Spécialiste de la biodiversité insulaire
Jill KEY	Coordnatrice du Réseau pédagogique océanique sur les espèces envahissantes - Consultante
Jeff KINCH	Spécialiste de la gestion des zones côtières
Caroline VIEUX	Spécialiste de la gestion des récifs coralliens
Lui BELL	Spécialiste des espèces marines
Anne TREVOR	Responsable adjointe de la base de données sur les tortues
Vainu'upo JUNGBLUTT	Administrateur adjoint – Convention de Ramsar
Paul ANDERSON	Spécialiste de la conservation du milieu marin
Vacant	Responsable de l'éducation et de la communication
Frank WICKHAM	Conseiller en matière de développement des capacités
Theresa FRUEAN	Assistante de programme
Non financé	Spécialiste des zones protégées
Non financé	Spécialiste des écoentreprises

Volet : 1.1 – Gestion des écosystèmes

Objectif : Promouvoir et appuyer la bonne gestion des écosystèmes insulaires

Ce volet continuera d'être axé sur l'assistance technique aux Plans d'action nationaux et stratégies pour la biodiversité et notamment sur leur mise en œuvre. On privilégiera la définition des priorités et l'amélioration de la prise en compte des PANSB pour coordonner les activités nationales d'acteurs différents. Le PROE mettra également l'accent sur les partenariats et la coordination et améliorera la circulation de l'information pour attirer l'attention sur les besoins des pays auprès de la Table ronde pour la conservation de la nature. Une assistance sera par ailleurs fournie pour informer la région sur les activités mises en œuvre dans le cadre de la Stratégie d'action pour la conservation de la nature et de la couverture régionale des aires protégées. Pour soutenir les Membres insulaires, le Secrétariat facilitera la coordination régionale, fournira des conseils juridiques et techniques et contribuera à la préparation des documents d'information et autres concernant la Convention sur la diversité biologique.

Le PROE continuera en 2009 de renforcer la capacité des Membres insulaires à protéger et gérer efficacement leurs zones humides côtières, dans le cadre de son partenariat avec la Convention de Ramsar et d'autres partenaires régionaux et internationaux. Un soutien consultatif sera notamment fourni pour les célébrations nationales de la Journée mondiale des zones humides, tandis qu'un appui technique sera apporté aux nouveaux représentants régionaux des comités et groupes techniques de la Convention de Ramsar ainsi qu'aux Membres du PROE désirant adhérer à cette convention. Les principales activités prévues pour 2009 concernent une formation régionale destinée à renforcer la mise en œuvre pratique de la Convention de Ramsar et la poursuite des mises à jour nationales du répertoire régional des zones humides.

2009 est la dernière année du programme CRISP et deux grands volets de cette initiative devront être bouclés, à savoir la gouvernance et l'évaluation économique. Une étude de cas décrivant un outil d'amélioration de la gouvernance et établissant son efficacité sera réalisée et diffusée pour un pays ou territoire insulaire océanien. Un atelier sur le thème de la gouvernance des ressources de la mer sera organisé en association avec l'unité de coordination du CRISP et présentera les principaux résultats de l'initiative dans ce domaine. Des études d'évaluation économique seront entreprises selon les processus définis lors de l'atelier économique du CRISP de 2008 et les résultats seront diffusés aux pays membres du PROE et auprès des instances internationales.

Une nouvelle initiative lancée en 2008 (analyse de la conservation du milieu marin de zones clés pour la biodiversité) se poursuivra en 2009 dans au moins deux pays. Elle fournira des données importantes pour l'identification d'aires marines prioritaires et la conception par les pays de systèmes de conservation d'aires écologiquement représentatives.

PROGRAMME 1

:

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

D

Sous-réalisations	Indicateurs	Activité prévue pour 2009			
Réalisation 1.1.1 – Gestion et mise en œuvre des stratégies et accords internationaux et régionaux portant sur les écosystèmes appuyés	Prévisions budgétaires (\$US)				
	Sous-total — 205 264 \$			Sources de financement	
	Frais de pers.	Frais de fonct.	Frais d'invest.	NZODA-XB Soutien au prog. NZOID XB	118 427 2 218 84 619
	172 264 \$	29 000 \$	4 000 \$		
1.1.1.1 Soutien à la participation des pays et territoires insulaires océaniques aux réunions et manifestations sur les écosystèmes	<ul style="list-style-type: none"> • Consultations préparatoires menées avant les grandes réunions pour aborder la portée des points de l'ordre du jour • Positions et stratégies régionales permettant de réaliser les priorités régionales définies avant les grandes réunions et exprimées pendant celles-ci • Préparation de notes d'information avant les grandes réunions appuyée • Appui logistique et technique fourni lors des grandes réunions 	<ul style="list-style-type: none"> • Recenser les questions régionales et définir, par des consultations, les positions régionales avant la 40^e réunion du Comité permanent Ramsar (SC40) • Recenser les questions régionales et définir, par des consultations, les positions régionales avant la réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques (SBSTTA) de la CDB • Préparer des notes d'information et d'interventions pour aider le représentant océanique avant la 40^e réunion du Comité permanent Ramsar • Préparer des notes d'information pour les représentants régionaux avant la réunion du SBSTTA • Fournir une assistance technique et logistique au représentant océanique à la 40^e réunion du Comité permanent Ramsar • Fournir une assistance technique et logistique aux représentants régionaux à la réunion du SBSTTA 			
1.1.1.2 Initiatives de développement des capacités menées, et assistance technique et actions de sensibilisation conduites pour promouvoir le respect par les pays et territoires insulaires océaniques des accords internationaux et régionaux sur les écosystèmes	<ul style="list-style-type: none"> • Initiatives de développement des capacités conçues et menées à bien pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations • Conseils techniques fournis pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations • Intérêts des pays insulaires océaniques promus auprès des organes internationaux et régionaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Appuyer l'exécution du projet de la Commission européenne sur la mise en œuvre des AME grâce au recensement des besoins de développement des capacités concernant les AME portant sur la biodiversité • Fournir des conseils techniques aux pays insulaires océaniques pour faciliter le respect des obligations découlant des AME sur la biodiversité 			

PROGRAMME 1

:

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

D

Sous-réalisations	Indicateurs	Activité prévue pour 2009
1.1.1.3 Assistance juridique fournie concernant l'élaboration et la mise en œuvre de lois sur les écosystèmes	<ul style="list-style-type: none"> • Assistance juridique fournie en vue de la ratification des accords internationaux et régionaux par les pays insulaires océaniques • Assistance juridique fournie pour aider les pays insulaires océaniques à élaborer des lois propices au respect des obligations internationales et régionales • Mécanisme d'échange d'informations sur les accords internationaux et les lois nationales en place et appuyé 	<ul style="list-style-type: none"> • Aider les pays insulaires océaniques intéressés à exécuter les activités préparatoires à la ratification de la Convention de Ramsar
1.1.1.4 Ressources financières et techniques recensées et mobilisées pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives de gestion des écosystèmes	<ul style="list-style-type: none"> • Ressources financières et techniques recensées pour permettre l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives régionales ou nationales propices à la conservation • Propositions élaborées et soumises pour permettre l'accès aux ressources financières et techniques aux échelons régional ou multinational • Assistance fournie pour élaborer des propositions nationales permettant d'accéder aux ressources financières et techniques à l'échelon national 	<ul style="list-style-type: none"> • Aider les pays insulaires océaniques à accéder aux financements sur la conservation des zones humides grâce au Fonds Ramsar de petites subventions • Fournir des conseils techniques aux pays insulaires océaniques sur la Convention de Ramsar et la conservation des zones humides
1.1.1.5 Mise en œuvre de plans et stratégies régionaux de gestion des écosystèmes appuyée	<ul style="list-style-type: none"> • Initiatives de gestion des écosystèmes recensées dans le Plan Pacifique élaborées, promues et dûment consignées • Assistance technique fournie aux pays et territoires insulaires océaniques en vue d'appliquer les principes de la Stratégie d'action pour la conservation de la nature • Participation et appui à la Table ronde pour la conservation de la nature et aux groupes de travail associés • Mise en œuvre du Cadre d'action stratégique intégré de la Politique régionale de la mer pour les îles du Pacifique (PIROP-ISA) appuyée • Mise en œuvre des initiatives et activités de collaboration des groupes de travail du CORP appuyée 	<ul style="list-style-type: none"> • Fournir des services de secrétariat et d'assistance technique aux groupes de travail de la Table ronde pour la conservation de la nature pour faciliter la coordination des réunions et l'échange d'informations

PROGRAMME 1

:

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

D

Sous-réalisations	Indicateurs	Activité prévue pour 2009				
Réalisation 1.1.2 – Gestion intégrée des écosystèmes au niveau régional élaborée et coordonnée		Prévisions budgétaires (\$US)				
		Sous-total — 383 015 \$			Sources de financement	
		Frais de pers.	Frais de fonct.	Frais d'invest.	France	144 820
		104 515 \$	278 500 \$	0 \$	Soutien au prog. NZAID XB PNUE-GPA	2 218 35 977 200 000
1.1.2.1 Écosystèmes terrestres et marins critiques recensés pour la planification du développement durable aux niveaux régional et national	<ul style="list-style-type: none"> Analyse et inventaire régionaux des écosystèmes réalisés en collaboration avec les autres organisations et partenaires du CORP Appui fourni pour l'identification des priorités en matière de biodiversité et de zones écologiquement sensibles 	<i>Voir les activités de la sous-réalisation 1.1.5.1</i>				
1.1.2.2 Initiatives régionales thématiques sur les écosystèmes appuyées	<ul style="list-style-type: none"> Volet de l'Initiative Corail pour le Pacifique Sud (CRISP) relevant du PROE mis en œuvre Appui fourni pour aider les pays et territoires insulaires océaniques à mettre en œuvre les initiatives du CRISP Appui fourni pour promouvoir et encourager la participation des pays et territoires insulaires océaniques aux initiatives sur les écosystèmes tels que le Réseau mondial de surveillance des récifs coralliens (GCRMN) et le Réseau des aires marines sous gestion locale (LMMA) Directives SEM-Pasifika diffusées et appliquées dans les initiatives de gestion communautaire des écosystèmes 	<ul style="list-style-type: none"> Poursuivre la mise en œuvre du volet du CRISP relevant du PROE, et notamment : <ul style="list-style-type: none"> Réaliser une étude pilote de la gouvernance dans un pays ou territoire océanique Co-organiser un atelier régional sur la gouvernance Fournir des conseils techniques pour aider les pays et territoires insulaires océaniques à mettre en œuvre les activités nationales du CRISP 				
1.1.2.3 Conférence du Pacifique insulaire sur la conservation de la nature et les aires protégées organisée et coordonnée	<ul style="list-style-type: none"> Conférence sur la conservation de la nature et les aires protégées organisée tous les cinq ans Ressources identifiées et obtenues pour organiser les conférences et faciliter la participation des pays et territoires insulaires océaniques 	(Activités devant commencer en 2010)				
1.1.2.4 Valeur des services écosystémiques évaluée	<ul style="list-style-type: none"> Évaluation de la valeur des services écosystémiques appuyée Évaluations coordonnées entre les différentes parties prenantes régionales (CORP, ONG et OIG) 	<ul style="list-style-type: none"> Effectuer des évaluations économiques des récifs coralliens dans un échantillon de pays et territoires insulaires océaniques (où les récifs coralliens jouent des rôles divers) dans le cadre du programme CRISP Diffuser aux parties prenantes régionales le processus utilisé et les résultats obtenus dans le cadre des évaluations économiques 				

PROGRAMME 1

:

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

D

Sous-réalisations		Indicateurs		Activité prévue pour 2009				
Réalisation 1.1.3 – Élaboration et mise en œuvre de politiques, programmes et actions pour gérer les écosystèmes au niveau national appuyées		Prévisions budgétaires (\$US)						
		Sous-total — 274 435 \$			Sources de financement			
		Frais de pers.	Frais de fonct.	Frais d'invest.	NZODA-XB	121 488	Mac Arthur	87 000
		132 185 \$	142 250 \$	0 \$	Soutien au prog. NZAID XB	2 218		63 730
1.1.3.1 Élaboration et mise en œuvre des plans d'action stratégique nationaux sur la diversité biologique appuyées	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni pour l'élaboration et la révision des PANSB Assistance technique fournie pour contribuer à la mise en œuvre des PANSB Réunions régionales des groupes de travail sur les PANSB organisées tous les ans et réunissant tous les Membres 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui à Tuvalu, Nauru et les Îles Salomon pour qu'elles terminent leur PANSB Fournir une assistance technique aux pays insulaires océaniques révisant leurs PANSB Aider les pays insulaires océaniques à hiérarchiser les priorités dans leurs PANSB Aider les pays insulaires océaniques à constituer des partenariats en encourageant l'élaboration et la mise en œuvre d'activités abordant les questions figurant dans leurs PANSB Organiser une réunion régionale des groupes de travail sur les PANSB réunissant tous les Membres 						
1.1.3.2 Amélioration de la gouvernance des ressources naturelles appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Outils sur les meilleures pratiques en matière de gouvernance élaborés et promus Au moins une étude de cas sur la gouvernance réalisée dans chaque pays et territoire insulaire océanique 	Poursuivre la mise en œuvre du projet Amélioration de la résilience des écosystèmes côtiers et marins aux impacts du changement climatique grâce au renforcement de la gouvernance côtière et des mesures de conservation						
1.1.3.3 Développement des capacités nationales en gestion des écosystèmes appuyé	<ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités nationales en gestion des écosystèmes recensés Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> Concevoir, préparer et organiser un atelier régional pour renforcer la mise en œuvre de la Convention de Ramsar dans le cadre de l'Initiative océanique sur les zones humides 						
1.1.3.4 Mobilisation des ressources financières et techniques nécessaires pour mener à bien les initiatives nationales de gestion des écosystèmes appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Ressources financières et techniques recensées pour contribuer à la gestion des écosystèmes et aux efforts de conservation dans les pays et territoires insulaires océaniques Appui fourni pour la préparation de demandes de ressources financières et techniques au niveau national 	<ul style="list-style-type: none"> Recenser, documenter et diffuser des mécanismes susceptibles d'améliorer la visibilité des PANSB dans les processus décisionnels nationaux, tels que l'évaluation des ressources ou la hiérarchisation des activités PANSB par ordre de priorité et par coût, y compris des directives sur les meilleures pratiques en matière d'intégration 						
Réalisation 1.1.4 – Capacités en matière d'éducation et de communication renforcées pour appuyer la gestion des écosystèmes		Prévisions budgétaires (\$US)						
		Sous-total — 13 733 \$			Sources de financement			
		Frais de pers.	Frais de fonct.	Frais d'invest.	Soutien au prog. NZAID XB	2 218		11 515
		11 233 \$	2 500 \$	0 \$				
1.1.4.1 Capacité de communication appuyée en matière de gestion des écosystèmes	<ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités nationales et régionales de communication en gestion des écosystèmes recensés Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre 							

PROGRAMME 1

:

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

D

Sous-réalisations	Indicateurs	Activité prévue pour 2009	
1.1.4.2 Élaboration et mise en œuvre de stratégies de communication visant l'amélioration de la gestion des écosystèmes appuyées	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies de communication visant la promotion de manifestations et de processus internationaux et régionaux sur les écosystèmes Appui fourni à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies de communication pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations découlant des accords internationaux et régionaux sur les écosystèmes 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui à l'élaboration, la coordination et la mise en œuvre des activités et initiatives de la Journée mondiale des zones humides dans les pays et territoires insulaires océaniques Préparer et diffuser un communiqué de presse pour attirer l'attention sur la Journée mondiale des zones humides 	
Réalisation 1.1.5 – Collecte d'informations sur les écosystèmes et accès à ces informations facilités		Prévisions budgétaires (\$US)	
		Sous-total — 158 431 \$	
		Sources de financement	
		Frais de pers.	Frais de fonct.
		Frais d'invest.	NZODA-XB 12 638
			Cons Int'l 132 060
			Soutien au prog. 2 218
			NZAID XB 11 515
1.1.5.1 Accès aux données et à l'analyse des systèmes d'information géographique (SIG) pour appuyer la gestion des écosystèmes côtiers et marins développé ou obtenu et amélioré	<ul style="list-style-type: none"> Inventaire des ensembles de données des SIG sur les écosystèmes côtiers et marins dressé et actualisé Processus de mise à jour des données des SIG élaborés et données tenues à jour Analyse des SIG en vue de la gestion des écosystèmes côtiers et marins élaborée et mise en œuvre appuyée 	<ul style="list-style-type: none"> Finaliser une analyse des lacunes existant dans les données des SIG sur les aires marines biologiques clés au Samoa et aux Fidji Terminer la collecte de données des SIG sur les aires marines biologiques clés aux Samoa américaines et aux Fidji Concevoir et exécuter une analyse des SIG identifiant l'emplacement des aires marines prioritaires à partir de données biologiques clés pour le Samoa, les Samoa américaines et les Fidji 	
1.1.5.2 Données existantes mises à jour et autres données environnementales, sociales et économiques et savoirs traditionnels intégrés pour appuyer la gestion des écosystèmes et la prise de décision	<ul style="list-style-type: none"> Au moins un profil écosystémique intégrant les données environnementales, sociales et économiques et les savoirs traditionnels élaboré pour chaque pays et territoire insulaire océanique Base de données ReefBase et base sur les aires protégées du Pacifique tenues à jour 	<ul style="list-style-type: none"> Aider les pays et territoires insulaires océaniques, le Forum d'information sur la biodiversité dans le Pacifique (PBIF) et ReefBase à mettre à jour la base de données sur les aires protégées du Pacifique 	
1.1.5.3 Études de cas sur les écosystèmes réalisées et conclusions diffusées	<ul style="list-style-type: none"> Au moins une étude de cas intégrée sur les écosystèmes réalisée dans chaque pays et territoire insulaire océanique Conclusions des études de cas diffusées et promues auprès de tous les Membres 		
1.1.5.4 Informations sur la gestion des écosystèmes recensées et diffusées	<ul style="list-style-type: none"> Informations sur la gestion des écosystèmes dans le Pacifique réunies ou obtenues Informations sur la gestion des écosystèmes diffusées aux parties prenantes dans un format approprié 	<ul style="list-style-type: none"> Informations sur la gestion des écosystèmes dans le Pacifique réunies et diffusées 	
1.1.5.5 Suivi et évaluation des projets sur les écosystèmes appuyés	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni pour l'élaboration et la mise en œuvre de processus de suivi et d'évaluation dans le cadre des plans de gestion des écosystèmes 	<ul style="list-style-type: none"> Aider les pays insulaires océaniques à mettre à jour l'inventaire en ligne des activités de conservation dans le Pacifique au niveau national 	

Volet : 1.2 – Conservation et gestion des espèces

Objectif : Promouvoir et encourager la conservation et la gestion des espèces

2009 est la deuxième année de mise en œuvre des plans d'action du Programme régional révisé sur les espèces marines 2008-2012.

À l'échelon international et régional, l'appui à l'élaboration d'accords régionaux pour la conservation des espèces marines, sous les auspices de la Convention sur les espèces migratrices (CMS), a été une importante activité de ce volet. Alors que le Mémorandum d'entente pour la conservation des cétacés et de leurs habitats dans la région des îles du Pacifique est entré en vigueur il y a maintenant deux ans, celui sur les tortues marines est toujours en cours de négociation. En 2009, les efforts dans ce domaine se concentreront sur l'appui à la mise en œuvre du premier et à l'élaboration finale du second. Le mémorandum d'entente pour la conservation des dugongs dans son aire de répartition a été finalisé et les activités de l'année à venir auront pour objet d'encourager les Membres à le signer.

La Conférence du PROE de 2007 a demandé au Secrétariat de collaborer avec les organisations intergouvernementales régionales pertinentes en vue de l'élaboration d'un plan d'action régional pour les requins. Un groupe de travail intergouvernemental a été constitué et il est prévu que ce plan d'action sera finalisé d'ici la fin de l'année 2009.

La majorité des activités sur les espèces marines envisagées pour 2009 porteront sur l'appui des Membres à la mise en œuvre des actions nationales relevant des plans d'action du Programme régional révisé sur les espèces marines 2008-2012. Celles-ci comprennent une étude devant recenser les besoins prioritaires en matière de capacités nationales, une assistance pour obtenir des fonds en vue de la mise en œuvre des activités nationales, et des initiatives de renforcement des capacités et d'assistance technique concernant la gestion des espèces marines et la réalisation d'inventaires. Les réseaux régionaux sur les dugongs, les tortues marines et les cétacés continueront de fonctionner et de diffuser des informations aux Membres. Concernant la base de données sur les tortues et le programme de marquage de ces espèces, le PROE continuera d'apporter un appui technique aux Membres sur la mise en œuvre du Système de base de données de recherche et de suivi sur les tortues (TREDS), un outil de collecte et d'analyse de données sur les sites de ponte et d'alimentation des tortues dans le Pacifique. Le PROE sollicitera également des fonds en vue de l'approvisionnement en bagues et applicateurs pour aider les Membres à mettre en œuvre leurs programmes de marquage.

Les activités sur les espèces envahissantes porteront en 2009 sur la fourniture d'un appui technique à la réalisation d'inventaires nationaux et régionaux ainsi que sur les programmes de sensibilisation et de formation. Le Secrétariat participera également à l'élaboration et à la mise en œuvre de lois ou de protocoles améliorés dans deux pays ou territoires océaniques. Le PROE appuiera le développement de systèmes d'évaluation des risques liés aux espèces adventices dans deux pays ou territoires océaniques ainsi que le renforcement des contrôles aux frontières et mesures de quarantaine en vue de la détection des espèces envahissantes aux points d'entrée dans les pays et territoires. Des projets de recherche, de gestion et de restauration seront également appuyés. Le PROE continuera enfin de développer ses partenariats avec le PILN, la PII et la CPS et poursuivra la mise en œuvre de la Stratégie régionale relative à l'introduction d'organismes marins nuisibles par les navires dans les pays insulaires du Pacifique (SRIMP-PAC).

PROGRAMME 1

:

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

D

Sous-réalisations	Indicateurs	Activité prévue pour 2009				
Réalisation 1.2.1 – Gestion et mise en œuvre des stratégies et accords internationaux et régionaux portant sur les espèces appyées		Prévisions budgétaires (SUS)				
		Sous-total — 64 046 \$			Sources de financement	
		Frais de pers.	Frais de fonct.	Frais d'invest.	Soutien au prog. NZAID XB	2 218 61 828
		51 896 \$	12 150 \$	0 \$		
1.2.1.1 Soutien à la participation des pays et territoires insulaires océaniques aux réunions et manifestations sur les espèces	<ul style="list-style-type: none"> • Consultations préparatoires menées avant les grandes réunions pour aborder la portée des points de l'ordre du jour • Positions régionales définies avant les grandes conférences et communiquées lors des manifestations associées • Préparation de notes d'information avant les grandes réunions • Appui logistique et technique fourni lors des grandes réunions 	<ul style="list-style-type: none"> • Aider les Membres à négocier et élaborer un mémorandum d'entente pour la conservation des tortues marines dans le Pacifique sous les auspices de la Convention sur la conservation des espèces migratrices (CMS) • Conseiller et appuyer les pays et territoires insulaires océaniques en vue des réunions des signataires des mémorandums d'entente sur les cétacés et les dugongs sous les auspices de la CMS • Fournir une assistance technique et logistique aux Membres lors des réunions pour négocier le mémorandum d'entente sur la conservation des tortues marines 				
1.2.1.2 Initiatives de développement des capacités menées, et assistance technique et actions de sensibilisation conduites pour promouvoir le respect par les pays et territoires insulaires océaniques des accords internationaux et régionaux sur les espèces	<ul style="list-style-type: none"> • Initiatives de développement des capacités conçues et menées à bien pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations • Conseils techniques fournis pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations • Sensibilisation aux intérêts des pays insulaires océaniques menée auprès des organes internationaux et régionaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Appuyer l'élaboration et la mise en œuvre des initiatives de la CMS dans le cadre du Mémorandum d'entente pour la conservation des cétacés et de leurs habitats dans la région des îles du Pacifique • Appuyer et promouvoir la position de la CMS sur la coordination de ses mémorandums d'entente dans le Pacifique insulaire 				
1.2.1.3 Assistance juridique fournie pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'une législation sur les espèces	<ul style="list-style-type: none"> • Assistance juridique fournie en vue de la ratification des accords internationaux et régionaux par les pays insulaires océaniques • Assistance juridique fournie pour aider les pays insulaires océaniques à élaborer des lois propices au respect des obligations internationales et régionales • Mécanisme d'échange d'informations sur les accords internationaux et les lois nationales en place et appuyé 					
1.2.1.4 Ressources financières et techniques recensées et mobilisées pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives sur les espèces	<ul style="list-style-type: none"> • Ressources financières et techniques recensées pour permettre l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives régionales ou nationales • Propositions élaborées et soumises pour permettre l'accès aux ressources financières et techniques aux échelons régional ou multinational • Assistance fournie pour élaborer des propositions nationales permettant d'accéder aux ressources financières et techniques à l'échelon national 	<ul style="list-style-type: none"> • Collaborer avec le Secrétariat de la CMS et d'autres partenaires pour élaborer une proposition appuyant la mise en œuvre du mémorandum d'entente du Pacifique insulaire lié au Plan d'action CMS/PROE sur les baleines et les dauphins 				

PROGRAMME 1

:

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

D

Sous-réalisations	Indicateurs	Activité prévue pour 2009				
1.2.1.5 Mise en œuvre de plans et stratégies régionaux sur les espèces appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Assistance technique fournie aux pays et territoires insulaires océaniques en vue de la mise en œuvre du Programme-cadre sur les espèces marines Assistance technique fournie aux pays et territoires insulaires océaniques en vue de la mise en œuvre de la Stratégie de lutte contre les espèces envahissantes 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique aux pays insulaires océaniques en vue de la mise en œuvre du Programme-cadre sur les espèces marines Distribuer des bagues et des supports de sensibilisation aux pays et territoires insulaires océaniques menant des activités de marquage des tortues 				
1.2.1.6 Élaboration et mise en œuvre d'accords régionaux liés aux cadres ou conventions internationaux appuyées	<ul style="list-style-type: none"> Partenariats élaborés et renforcés avec les organes gérant les conventions et cadres internationaux sur les espèces Appui fourni pour l'élaboration et la mise en œuvre d'accords régionaux liés à des accords internationaux 					
Réalisation 1.2.2 – Conservation et gestion des espèces au niveau régional mises en œuvre et coordonnées		Prévisions budgétaires (SUS)				
		Sous-total — 20 240 \$			Sources de financement	
		Frais de pers.	Frais de fonct.	Frais d'invest.	Soutien au prog. NZAID XB	2 218 18 022
		16 530 \$	3 710 \$	0 \$		
1.2.2.1 Programme-cadre et Plans d'actions sur les espèces marines des îles du Pacifique élaborés et mise en œuvre appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Réunions biennales sur le Programme-cadre et les Plans d'actions organisées Ressources identifiées et obtenues pour organiser les réunions et faciliter la participation des pays et territoires insulaires océaniques Ajout d'espèces au Programme-cadre et aux Plans d'actions convenu et soumis à l'approbation de la Conférence du PROE 	<ul style="list-style-type: none"> Poursuivre la collaboration avec les organisations du CORP et les Membres pour finaliser un plan d'action régional sur les requins dans le cadre du Programme-cadre sur les espèces marines 				
1.2.2.2 Protection et restauration des espèces menacées et des espèces d'importance écologique, culturelle et économique appuyées	<ul style="list-style-type: none"> Assistance technique fournie aux pays et territoires insulaires océaniques en vue d'appliquer les principes de la Stratégie d'action pour la conservation de la nature liés aux espèces Assistance technique fournie en vue de l'évaluation des espèces pour la Liste rouge de l'UICN 					

PROGRAMME 1

:

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

D

Sous-réalisations	Indicateurs	Activité prévue pour 2009				
Réalisation 1.2.3 – Élaboration et mise en œuvre de politiques, programmes et actions pour préserver les espèces au niveau national appuyées		Prévisions budgétaires (SUS)				
		Sous-total — 72 885 \$			Sources de financement	
		Frais de pers.	Frais de fonct.	Frais d'invest.	Soutien au prog. NZAID XB	2 218 70 667
		56 635 \$	16 250 \$	0 \$		
1.2.3.1 Développement des capacités nationales sur la conservation et la gestion des espèces appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités nationales en gestion des espèces recensés Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> Préparer et réaliser une étude pour recenser les priorités en matière de besoins de développement des capacités nationales Dispenser une formation sur le suivi des tortues lors du Symposium international sur les tortues marines Coordonner et appuyer le développement des capacités en matière d'études et de gestion des dugongs, des tortues marines et des baleines et des dauphins, y compris les possibilités de génération de revenus 				
1.2.3.2 Mobilisation des ressources financières et techniques nécessaires pour mener à bien les initiatives nationales de conservation et de gestion des espèces appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Ressources financières et techniques recensées pour contribuer à la gestion et à la conservation des écosystèmes dans les pays et territoires insulaires océaniques Appui fourni pour la préparation de demandes de ressources financières et techniques au niveau national 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui aux pays et territoires insulaires océaniques concernant l'élaboration et l'obtention d'activités d'assistance en vue de la mise en œuvre nationale des Plans d'action sur les espèces marines Aider les pays et territoires insulaires océaniques à réaliser des études de suivi sur la nidification des tortues Fournir une assistance aux Membres pour améliorer la gestion des espèces marines, y compris la législation et les plans de gestion, d'action et de restauration Solliciter des fonds pour poursuivre les activités de marquage des tortues ainsi que la préparation et la distribution de supports de sensibilisation Aider les Membres à préparer des demandes de financement appuyant la mise en œuvre nationale des plans d'action sur les espèces marines 				
Réalisation 1.2.4 – Prévention et gestion des espèces envahissantes appuyées		Prévisions budgétaires (SUS)				
		Sous-total — 293 170 \$			Sources de financement	
		Frais de pers.	Frais de fonct.	Frais d'invest.	NZODA-XB	37 084
		129 080 \$	164 090 \$	0 \$	OMI	40 000
1.2.4.1 Développement de la sensibilisation, des capacités et de la législation appuyé en matière de gestion des espèces envahissantes				Soutien au prog. NZAID XB	2 141	
				TNC	115 355	
				À identifier	73 590	
					25 000	
		<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique en vue de l'élaboration d'un programme régional ou national de sensibilisation aux espèces envahissantes Appuyer les programmes de formation sur les espèces envahissantes dans deux pays ou territoires océaniques Fournir un appui technique en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une législation ou de protocoles améliorés dans deux pays ou territoires océaniques 				

PROGRAMME 1

:

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

D

Sous-réalisations	Indicateurs	Activité prévue pour 2009				
1.2.4.2 Collecte de données, analyse et recherche appuyées pour améliorer la gestion des espèces envahissantes par les pays et territoires insulaires océaniques	<ul style="list-style-type: none"> Acquisition de données régionales sur les espèces envahissantes appuyée et données mises à la disposition des pays et territoires insulaires océaniques et des autres partenaires Élaboration de modèles analytiques d'évaluation des risques et hiérarchisation des activités de gestion par ordre de priorité appuyées Recherche améliorant la gestion des espèces prioritaires appuyée 	<ul style="list-style-type: none"> Contribuer à l'organisation et à la réalisation d'études sur les espèces envahissantes dans deux pays ou territoires océaniques Appuyer l'élaboration du système d'évaluation des risques liés aux espèces adventices dans deux pays ou territoires océaniques Appuyer la mise en œuvre de la SRIMP-PAC Fournir un appui technique à deux projets de recherche sur les espèces envahissantes 				
1.2.4.3 Élaboration et mise en œuvre d'activités de lutte contre les espèces envahissantes et de restauration de la biodiversité appuyées	<ul style="list-style-type: none"> Élaboration de processus pour éviter la propagation d'espèces envahissantes appuyée Conseils techniques fournis pour renforcer la gestion des espèces envahissantes établies Conseils techniques fournis pour renforcer la restauration des écosystèmes suite à l'éradication d'espèces envahissantes 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique en vue de l'amélioration des contrôles aux frontières et mesures de quarantaine dans deux pays ou territoires océaniques Fournir un appui technique à des projets de gestion des espèces envahissantes dans deux pays ou territoires océaniques Fournir un appui technique à des projets de restauration dans deux pays ou territoires océaniques 				
1.2.4.4 Approche régionale de la gestion des espèces envahissantes élaborée et mise en œuvre appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Projets régionaux sur les espèces envahissantes identifiés et élaborés et mise en œuvre appuyée Services régionaux sur les espèces envahissantes appuyés, notamment le Réseau pédagogique océanique sur les espèces envahissantes (PILN), l'Initiative océanique sur les espèces envahissantes (PII) et le programme de la CPS sur les espèces envahissantes 	<ul style="list-style-type: none"> Préparer deux demandes de financement stratégique visant la gestion des espèces envahissantes dans la région Fournir une assistance au PILN, à la PII et à la CPS et coordonner le programme du PROE sur les espèces envahissantes avec leurs activités 				
Réalisation 1.2.5 – Capacité d'éducation et de communication renforcées pour appuyer la conservation et la gestion des espèces		Prévisions budgétaires (SUS)				
		Sous-total — 13 346 \$			Sources de financement	
		Frais de pers.	Frais de fonct.	Frais d'invest.	Soutien au prog. NZAID XB	2 141 11 205
		10 846 \$	2 500 \$	0 \$		
1.2.5.1 Capacités de communication en matière de conservation et de gestion des espèces renforcées	<ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités nationales et régionales de communication en matière de conservation et de gestion des espèces recensés Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre 					
1.2.5.2 Élaboration et mise en œuvre de stratégies de communication visant l'amélioration de la conservation et la gestion des espèces appuyées	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies de communication visant la promotion de manifestations et de processus internationaux et régionaux sur les espèces Appui fourni à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies de communication pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations découlant des accords internationaux et régionaux sur les espèces 					

PROGRAMME 1

:

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

D

Sous-réalisations	Indicateurs	Activité prévue pour 2009				
Réalisation 1.2.6 – Collecte d'informations sur les espèces et accès à ces informations facilités		Prévisions budgétaires (\$US)				
		Sous-total — 16 056 \$			Sources de financement	
		Frais de pers.	Frais de fonct.	Frais d'invest.	Soutien au prog. NZAID XB	2 141 13 915
		13 116 \$	2 940 \$	0 \$		
1.2.6.1 Informations sur la conservation et la gestion des espèces recensées et diffusées	<ul style="list-style-type: none"> Informations sur la conservation et la gestion des espèces dans le Pacifique réunies ou obtenues Informations sur la conservation et la gestion des espèces diffusées aux parties prenantes dans un format approprié 	<ul style="list-style-type: none"> Coordonner la mise en œuvre du Système de base de données de recherche et de suivi sur les tortues (TREDS) dans les pays et territoires insulaires océaniques Coordonner l'acquisition de données sur les activités de marquage des tortues menées par les pays et territoires insulaires océaniques Coordonner la diffusion des données de TREDS aux pays et territoires insulaires océaniques Entretien des réseaux sur les dugongs, les tortues marines et les cétacés et diffuser les informations pertinentes 				
1.2.6.2 Capacité à recueillir des informations sur la conservation des espèces renforcée	<ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités en matière de collecte de données sur la conservation des espèces recensés et abordés Conseils techniques et assistance locale fournis pour appuyer la collecte de données sur la conservation des espèces Appui fourni pour le stockage et la mise à jour des données sur la conservation des espèces 	<ul style="list-style-type: none"> Mener des actions de formation sur l'application et le développement de TREDS Distribuer les mises à jour logicielles et fournir une assistance informatique aux pays et territoires insulaires océaniques concernant l'utilisation de TREDS 				
1.2.6.3 Suivi et évaluation des projets sur les espèces appuyés	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni pour l'élaboration et la mise en œuvre de processus de suivi et d'évaluation dans le cadre des plans de gestion et de conservation des espèces 					

Volet : 1.3 – Communautés, institutions, éducation et gestion des connaissances

Objectif : Donner aux communautés et institutions des pays et territoires insulaires océaniques la capacité, l'éducation et les connaissances nécessaires pour planifier et gérer leur développement écologiquement durable

Au vu des résultats des projets d'autoévaluation des capacités nationales et des informations fournies par les Membres, le Secrétariat continuera de privilégier les besoins de développement des capacités des Membres aux niveaux institutionnel et individuel. En 2009, le PROE aidera les administrations des Membres chargées de l'environnement à développer les capacités nécessaires pour mettre en œuvre les AME en sollicitant et en obtenant des fonds et une assistance auprès des partenaires régionaux. Une assistance sera également mise à la disposition de ces administrations en vue de l'élaboration et de l'application de plans stratégiques et de stratégies sur le développement des ressources humaines. Étant donnée l'adoption croissante de projets visant le développement des capacités et la résolution des questions d'environnement, le Secrétariat aidera les Membres à promouvoir et mettre en œuvre des activités de développement des capacités pour améliorer les compétences de gestion de projets et établir un réseau national de gestionnaires de projets dont l'objectif sera de promouvoir et de partager les meilleures pratiques en la matière. Le besoin des institutions nationales en volontaires étrangers pour combler des lacunes temporaires et former leurs homologues locaux sera également évalué et des mesures appropriées seront élaborées. Outre la fourniture d'appui aux pays, le Conseiller en matière de développement des capacités aidera également les gestionnaires et les responsables de projets à concevoir, mettre en œuvre, suivre et évaluer les activités de développement des capacités des Membres.

Dans le domaine de l'éducation, l'année 2009 sera axée sur l'élaboration de plans nationaux et la mise en œuvre de priorités stratégiques nationales d'EDD, y compris l'élaboration de supports pédagogiques pour les écoles. Les activités de communication viseront le renforcement de la sensibilisation à l'environnement dans le Pacifique. Sous réserve de confirmation du thème annuel, un appui sera fourni pour la conception, l'élaboration et la mise en œuvre de l'Année océanique d'adaptation au changement climatique.

Le renforcement de l'accès à des informations sur l'environnement pertinentes et actuelles reste une priorité importante. On continuera à cet égard de recenser et de recueillir des données nationales et régionales critiques et de les diffuser sur le site web du PROE en faisant fond sur les relations développées dans le cadre du Réseau océanique d'information sur l'environnement (PEIN). La numérisation des données sur l'environnement océanique et l'élaboration de nouveaux outils et produits de diffusion de l'information seront d'importantes activités de l'année 2009. Le renforcement des capacités en gestion de l'information continuera d'être appuyé grâce à des détachements et à l'élaboration de matériels éducatifs. Le CID du PROE collaborera activement avec les autres organisations du CORP pour renforcer un cadre régional de développement des capacités et de partage de l'information.

PROGRAMME 1

:

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

D

Sous-réalisations		Indicateurs		Activité prévue pour 2009				
Réalisation 1.3.1 – Développement des capacités des ressources humaines, renforcement institutionnel et formation à l’environnement appuyés		Prévisions budgétaires (SUS)						
		Sous-total — 460 686 \$			Sources de financement			
		Frais de pers.	Frais de fonct.	Frais d’invest.	NZODA-XB	137 800	Soutien au prog.	2 141
		128 646 \$	320 840 \$	11 200 \$	NZAID XB	11 205	FEM-PNUD	20 000
					CE/PNUE	213 620		
					À identifier	75 920		
1.3.1.1 Besoins de capacités nationales recensés aux niveaux individuel et institutionnel et mesures de développement des capacités appuyées	<ul style="list-style-type: none"> • Identification des besoins de capacités sur les AME et mise en œuvre des mesures de développement des capacités prioritaires appuyées • Élaboration et mise en œuvre de plans stratégiques et de stratégies de développement des ressources humaines des services de l’environnement appuyées 	<ul style="list-style-type: none"> • Conseiller et appuyer les pays dans la planification et la réalisation des résultats clés de leurs projets ANCR et autres initiatives d’évaluation des capacités • Aider les Membres à mobiliser des ressources et identifier des partenaires pour la mise en œuvre des mesures prioritaires de développement des capacités sur les AME • Assister les services de l’environnement visant la création et/ou la révision et la mise en œuvre de plans stratégiques institutionnels et de stratégies de développement des ressources humaines 						
1.3.1.2 Capacités de gestion de projets appuyées aux niveaux individuel et institutionnel	<ul style="list-style-type: none"> • Activités de développement des capacités en gestion de projets recensées, mises en œuvre et appuyées • Réseaux de gestion de projets appuyés au niveau national 	<ul style="list-style-type: none"> • Communiquer avec les organismes donateurs pour promouvoir le développement des capacités en gestion de projets lors de la conception et de la mise en œuvre des projets • Communiquer avec les gouvernements nationaux et les parties prenantes pour promouvoir et appuyer la création et le fonctionnement de réseaux de développement des capacités en gestion de projets 						
1.3.1.3 Programmes de détachements de volontaires, de détachements entre pays et de stages élaborés et mise en œuvre appuyée	<ul style="list-style-type: none"> • Programmes de détachements de volontaires, de détachements entre pays et de stages élaborés et ressources financières recensées et obtenues 	<ul style="list-style-type: none"> • Enquêter auprès des organisations de volontaires et des pays pour recenser l’offre et la demande de volontaires • Recenser, promouvoir et appuyer les besoins et possibilités de détachements entre pays et de stages dans le cadre de projets nationaux et régionaux 						
Réalisation 1.3.2 – Éducation et communication propices aux changements de comportements appuyés		Prévisions budgétaires (SUS)						
		Sous-total — 123 346 \$			Sources de financement			
		Frais de pers.	Frais de fonct.	Frais d’invest.	NZODA-XB	110 000	Soutien au prog.	2 141
		95 846 \$	25 000 \$	2 500 \$	NZAID XB	11 205		
1.3.2.1 Intégration des questions d’environnement et de développement durable dans l’éducation formelle appuyée	<ul style="list-style-type: none"> • Conseils fournis en vue de l’inclusion des questions d’environnement et de développement durable dans les programmes scolaires • Conseils fournis sur l’élaboration de matériels éducatifs destinés à être inclus dans les programmes scolaires • Appui fourni pour l’inclusion des principes de l’Éducation en vue du développement durable (EDD) dans les programmes nationaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Appuyer l’élaboration de plans nationaux sur l’EDD et l’environnement • Appuyer la mise en œuvre d’actions prioritaires des stratégies nationales d’EDD 						
1.3.2.2 Activités et programmes d’éducation informelle sur l’environnement promus et appuyés	<ul style="list-style-type: none"> • Conseils fournis pour l’inclusion des questions d’environnement et de développement durable dans les activités d’éducation informelle • Appui fourni pour l’élaboration et la diffusion de matériels éducatifs sur les principes de l’EDD 	<ul style="list-style-type: none"> • Fournir une assistance pour renforcer les initiatives d’EDD • Fournir un appui et participer à l’élaboration de matériels appropriés pour contribuer à l’application de l’EDD dans les écoles 						

PROGRAMME 1

:

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

D

Sous-réalisations	Indicateurs	Activité prévue pour 2009				
1.3.2.3 Initiatives de communication élaborées et mises en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> Initiatives de sensibilisation aux questions d'environnement et de développement durable dans les programmes scolaires dans des cadres non formels élaborées et mises en œuvre Appui fourni pour développer les capacités d'éducation et de communication dans les pays et territoires insulaires océaniques 	<ul style="list-style-type: none"> Coordonner les initiatives de développement des capacités de communication visant à renforcer la sensibilisation à l'environnement dans le Pacifique 				
1.3.2.4 Campagnes régionales de sensibilisation appuyées	<ul style="list-style-type: none"> Campagnes régionales élaborées et approuvées par le PROE Appui fourni pour la mise en œuvre des activités de la campagne Appui fourni pour suivre, évaluer et rendre compte de la mise en œuvre de la campagne 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui à la conception et à l'élaboration de la campagne de l'Année océanique d'adaptation au changement climatique (2009, à confirmer) Fournir un appui à la mise en œuvre des activités de l'Année océanique d'adaptation au changement climatique (2009) Contribuer à l'élaboration et à l'application d'un mécanisme de suivi et d'évaluation de la campagne de l'Année océanique d'adaptation au changement climatique (2009) 				
Réalisation 1.3.3 – Connaissances rassemblées et diffusées et accès aux informations environnementales appuyé		Prévisions budgétaires (SUS)				
		Sous-total — 107 226 \$			Sources de financement	
		Frais de pers.	Frais de fonct.	Frais d'invest.	Budget de base UE	35 660 30 000
		74 726 \$	32 500 \$	0 \$	Soutien au prog. NZAID XB	30 361 11 205
1.3.3.1 Informations importantes sur l'environnement recensées et diffusées	<ul style="list-style-type: none"> Informations importantes sur l'environnement recensées et diffusées aux parties prenantes dans des formats appropriés Produits d'information et ressources répondant aux besoins d'information des parties prenantes élaborés, diffusés et actualisés dans des formats appropriés 	<ul style="list-style-type: none"> Recenser et diffuser des informations importantes sur l'environnement dans des formats appropriés Répertoires des profils de pays, Répertoire des stratégies et cadres régionaux et Recueil d'informations sur l'environnement (PEIN) actualisés et diffusés Nouveaux produits d'information recensés, élaborés et diffusés dans divers formats 				
1.3.3.2 Développement des Centres d'information et de documentation (CID) des pays et territoires insulaires océaniques appuyé	<ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités en gestion de l'information recensés dans les pays et territoires insulaires océaniques Initiatives de développement des capacités organisées Assistance fournie pour identifier des sources de financement visant le développement de l'infrastructure d'appui à la gestion de l'information Conseils et appui techniques fournis pour développer l'infrastructure institutionnelle d'appui à la gestion de l'information 	<ul style="list-style-type: none"> Examiner les résultats du projet PEIN et enquêter sur les besoins actuels de développement des capacités en gestion de l'information dans les pays et territoires insulaires océaniques Organiser des stages en détachement de deux semaines en gestion de l'information pour 4 à 6 participants des pays et territoires insulaires océaniques Constituer un répertoire des sources de financement et de conseils techniques en gestion de l'information et diffusion par le biais de la bibliothèque du PROE et du site web du CID Élaborer un dossier sur la gestion de l'information pour appuyer les agents des pays et territoires insulaires océaniques chargés de l'information sur l'environnement 				
1.3.3.3 Centre d'information et de documentation (CID) du PROE régulièrement mis à jour et services d'information fournis	<ul style="list-style-type: none"> Matériels d'information sur l'environnement régulièrement recensés, acquis et catalogués dans la bibliothèque du PROE Ajouts à la bibliothèque du PROE communiqués et disponibles aux parties prenantes CID du PROE à jour Services de référence et de recherche fournis 	<ul style="list-style-type: none"> Recenser, acquérir et cataloguer des matériels d'information sur l'environnement et les rendre disponibles par le biais du CID Publier des mises à jour régulières des nouveaux matériels d'information disponibles auprès du CID et sur Internet et distribuer ces listes par email Maintenir le site web et la base de données du CID à jour. Fournir des services de référence et de recherche au personnel du PROE et aux partenaires régionaux 				

PROGRAMME 1

:

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

D

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES (\$US)	SOURCES DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	NZODA-XB 439 007 Cons Int'l 67 160 Budget de base 35 660 France 75 320 Soutien au prog. 58 810 NZAID XB 410 612 Ramsar ---	
Frais de fonctionnement :	NZODA-XB 92 730 Cons Int'l 59 900 UE 30 000 France 69 500 OMI 40 000 MacArthur 87 000 NOAA --- NZAID XB 117 350 Ramsar --- TNC 73 590 PNUE 205 620 FEM-PNUD 20 000 PNUE-GPA 200 000 À identifier 100 920	
Frais d'investissement :	NZODA-XB 5 700 Cons Int'l 5 000 NZ XB 4 000 PNUE 8 000	
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	2 104 959	
FINANCEMENTS À IDENTIFIER	100 920	

2. AVENIRS OCÉANIENS

Objectif : **Pays et territoires insulaires océaniques à même de s'organiser et de faire face aux menaces et pressions sur les systèmes océaniques et insulaires**

Contexte stratégique

Ce programme a pour objet de garantir un environnement sain pour les générations présentes et futures des îles du Pacifique.

Il est axé sur deux grands domaines d'intervention définis dans le Plan d'action pour la gestion de l'environnement océanique, à savoir le changement climatique et la gestion de la pollution et des déchets. Le programme de travail dans ces domaines continuera d'être guidé par les stratégies régionales. Dans le premier domaine, les documents de référence sont le Cadre océanique d'intervention sur les changements climatiques et son Plan d'action, qui sous-tendent le travail du Secrétariat en matière d'adaptation, d'atténuation et de sensibilisation au changement climatique et couvrent également l'appauvrissement de la couche d'ozone. Dans le second, le document de référence est la Stratégie régionale et le plan d'action sur la gestion des déchets solides ainsi que diverses stratégies sectorielles, par exemple sur la pollution marine.

Le cadre des réalisations du programme a été révisé pour 2009 afin de consolider d'autres activités relevant de la gouvernance environnementale. Il regroupe des domaines de travail liés au développement durable, à l'intégration et aux outils et processus décisionnels. Il comprend également des activités de mobilisation des ressources dans le cadre du FEM et d'autres mécanismes.

Cette révision a en outre entraîné l'inclusion de questions intersectorielles telles que le développement des capacités, l'éducation et la communication sur l'environnement, le droit environnemental et la participation aux Accords multilatéraux sur l'environnement (AME). Par exemple, toutes les activités réalisées au titre de la Convention-cadre sur les changements climatiques relèvent dorénavant de la réalisation 2.1.1 sur le changement climatique plutôt que d'une réalisation distincte sur les AME comme précédemment. Cette modification a permis de regrouper des activités thématiques.

Les agents suivants contribuent à la réalisation des objectifs de ce programme :

Bruce CHAPMAN	Directeur du programme Avenirs océaniques
Rosanna GALUVAO	Secrétaire du directeur du programme
Frank GRIFFIN	Conseiller en prévention de la pollution
Anthony TALOULI	Spécialiste de la pollution marine
Ester RICHARDS	Spécialiste de la gestion des décharges – JICA
À pourvoir	Spécialiste des déchets solides
Espen RONNENBERG	Conseiller en matière de changement climatique
Dean SOLOFA	Chargé de projet – Système mondial d'observation du climat pour l'Océanie
Non financé	Spécialiste en météorologie/climatologie
Joe STANLEY	Conseiller chargé de l'assistance du FEM
Solomone FIFITA	Responsable de projet – PIGGAREP
À pourvoir	Assistant de projet – PIGGAREP
À pourvoir	Spécialiste de l'adaptation au changement climatique
À pourvoir	Responsable de projet – PACC
Seve PAENIU	Conseiller en matière de développement durable
Tepa SUAESI	Spécialiste de l'environnement
Non financé	Spécialiste en économie des ressources naturelles
Non financé	Chargé de projet – EIE
Non financé	Administrateur adjoint – SIG
Clark PETERU	Chargé de projet – Droit environnemental
Joyce TU'ULUA	Assistant de programme

Volet : 2.1 – Changement climatique**Objectif :** Améliorer la compréhension des pays et territoires insulaires océaniques à l'égard des questions liées au changement climatique, à la variabilité du climat et à l'élévation du niveau de la mer et renforcer leurs capacités dans ces domaines

La vulnérabilité des pays et territoires insulaires océaniques aux phénomènes associés aux effets néfastes du changement climatique est déjà une réalité. Ces effets graves et profonds comprennent la fréquence et l'intensité des cyclones tropicaux et la modification des situations météorologiques, l'érosion des côtes et le blanchiment du corail, l'endommagement des routes, ponts et plantations le long des côtes, la baisse de productivité des pêches et de l'agriculture, les sécheresses et les maladies transmises par les moustiques.

Comme indiqué dans l'introduction, ce volet de programme constitue une priorité pour les Membres et le Secrétariat. Des progrès réguliers ont été enregistrés dans plusieurs domaines ces dernières années :

- Le Cadre océanique d'intervention sur les changements climatiques (PIFACC) a été révisé et adopté par le Forum des îles du Pacifique ;
- Un Plan d'action pour la mise en œuvre du PIFACC a été élaboré et publié ;
- Les projets pilotes d'adaptation ont été élaborés pour démontrer comment améliorer la résilience au changement climatique dans la région ;
- La Stratégie océanique de mise en œuvre du Protocole de Montréal a appuyé l'élimination des substances qui appauvrissent la couche d'ozone ;
- Un soutien a été fourni pour l'observation du climat dans la région ;
- La participation aux négociations internationales a été efficace grâce au soutien du Secrétariat.

Ces activités se poursuivront en 2009, avec un accent sur l'adaptation et la formulation de positions (notamment à l'échelle internationale) propres à obtenir des crédits dans ce domaine, ainsi que sur la mise en œuvre du PIGGAREP. En 2009 :

- Sous réserve de l'approbation du FEM, un grand projet d'adaptation sera lancé dans la région : le Projet océanique d'adaptation au changement climatique (PACC) ;
- Une assistance continuera d'être fournie pour aider les pays à participer aux réunions internationales (CCNUCC et Protocole de Kyoto) et à recenser des possibilités ;
- La mise en œuvre se poursuivra sur un projet régional de promotion des énergies renouvelables pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (PIGGAREP) ;
- Une assistance continuera d'être fournie pour l'observation du climat dans la région ;
- Le Plan d'action stratégique pour le développement de la météorologie dans le Pacifique sera révisé ;
- Le Plan d'action pour la mise en œuvre du PIFACC sera lancé suite à la tenue de la Table ronde des îles océaniques sur le changement climatique en 2008 et une autre Table ronde sera organisée en 2009 ;
- Il est prévu que 2009 sera désignée Année du changement climatique par la 19^e Conférence du PROE qui se tiendra à Pohnpei et plusieurs activités seront menées dans ce contexte.

PROGRAMME 2

:

VENIRS OCÉANIENS

D

Sous-réalisations	Indicateurs	Activité prévue pour 2009				
Réalisation 2.1.1 – Gestion et mise en œuvre des stratégies et accords internationaux et régionaux portant sur le changement climatique appuyées		Prévisions budgétaires (\$US)				
		Sous-total — 70 229 \$			Sources de financement	
		Frais de pers.	Frais de fonct.	Frais d'invest.	NZODA-XB	56 680
		51 729 \$	18 500 \$	0	Soutien au prog. NZOID XB	2 141 11 408
2.1.1.1 Soutien à la participation des pays et territoires insulaires océaniques aux réunions et manifestations sur les espèces	<ul style="list-style-type: none"> Consultations préparatoires menées avant les grandes réunions pour aborder la portée des points de l'ordre du jour Positions et stratégies régionales permettant de réaliser les priorités régionales définies avant les grandes réunions et exprimées pendant celles-ci Préparation de notes d'information avant les grandes réunions Appui logistique et technique fourni lors des grandes réunions 	<ul style="list-style-type: none"> Réunions organisées avec les principales sessions de la CCNUCC et une réunion préparatoire aux négociations de la CdP15 Documents d'information devant être préparés et diffusés avant les principales sessions de la CCNUCC ; prises de position élaborées lors de ces sessions Prises de position sur les points à l'ordre du jour de la CCNUCC importants pour les pays insulaires océaniques élaborées en cours d'année Documents d'information préparés pour les autres grandes réunions (PEM/REMM, RMSD, PIFS, etc.) Appui technique fourni pour les grandes réunions intersessions ; appui supplémentaire en matière de communication et d'administration pour la CdP15 				
2.1.1.2 Initiatives de développement des capacités menées, et assistance technique et actions de sensibilisation conduites pour promouvoir le respect par les pays et territoires insulaires océaniques des accords internationaux et régionaux sur le changement climatique	<ul style="list-style-type: none"> Initiatives de développement des capacités conçues et menées à bien pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations Conseils techniques fournis pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations Intérêts des pays insulaires océaniques promus auprès des organes internationaux et régionaux 	<ul style="list-style-type: none"> Proposition d'appui aux deuxièmes communications nationales de la CCNUCC élaborée et demande de financement soumise en 2008 en vue de leur mise en œuvre Dispenser une formation en négociation dans un pays Appui fourni à la demande Participation à toutes les grandes réunions de la CCNUCC pour défendre les intérêts des pays insulaires océaniques et supports médiatiques élaborés selon les besoins 				
2.1.1.3 Assistance juridique fournie pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'une législation sur le changement climatique	<ul style="list-style-type: none"> Assistance juridique fournie en vue de la ratification des accords internationaux et régionaux par les pays insulaires océaniques Assistance juridique fournie pour aider les pays insulaires océaniques à élaborer des lois propices au respect des obligations internationales et régionales Mécanisme d'échange d'informations sur les accords internationaux et les lois nationales en place et appuyé 	<ul style="list-style-type: none"> Assistance juridique fournie à la demande aux Tonga en vue de la ratification du Protocole de Kyoto Appui fourni en vue de la mise en œuvre des obligations découlant du MDP ou des fonds d'adaptation Élaboration d'une loi de mise en œuvre des AME à la demande Portail du PROE sur le changement climatique mis à jour 				

PROGRAMME 2

:

VENIRS OCÉANIENS

D

Sous-réalisations	Indicateurs	Activité prévue pour 2009				
2.1.1.4 Ressources financières recensées et mobilisées pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives sur le changement climatique	<ul style="list-style-type: none"> Ressources financières recensées pour permettre l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives régionales ou nationales Propositions élaborées et soumises pour permettre l'accès aux ressources financières aux échelons régional ou multinational Assistance fournie pour élaborer des propositions nationales permettant d'accéder aux ressources financières à l'échelon national 	<ul style="list-style-type: none"> Utiliser les sessions de la CCNUCC pour solliciter et identifier des sources de financement pour les activités portant sur le changement climatique et communiquer avec les donateurs actuels Préparer des demandes de financement dans les domaines lacunaires recensés par la Table ronde des îles océaniques sur le changement climatique (PCCR) Contribuer à la demande à l'élaboration des propositions 				
2.1.1.5 Mise en œuvre de plans et stratégies régionaux sur le changement climatique appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Initiatives sur le changement climatique recensées dans le Plan Pacifique élaborées, promues et dûment consignées Initiatives régionales recensées dans le Cadre océanien d'intervention sur les changements climatiques (PIFACC) élaborées et mises en œuvre Appui fourni à l'élaboration et à la mise en œuvre des activités nationales recensées par le PIFACC 	<ul style="list-style-type: none"> Révision et rapports réguliers concernant les activités sur le changement climatique relevant du Plan Pacifique Élaborer des propositions dans les domaines lacunaires recensés par la PCCR Contribuer à la demande à l'élaboration des propositions 				
Réalisation 2.1.2 – Adaptation aux effets néfastes du changement climatique appuyée		Prévisions budgétaires (\$US)				
		Sous-total — 883 085 \$			Sources de financement	
		Frais de pers.	Frais de fonct.	Frais d'invest.	NZODA-XB	19 324
		122 785 \$	756 300 \$	4 000 \$	Soutien au prog. NZ AID XB FEM-PNUD	2 141 121 320 740 300
2.1.2.1 Élaboration et mise en œuvre de mesures d'adaptation appuyées à tous les niveaux	<ul style="list-style-type: none"> Projets régionaux d'adaptation recensés, conçus et coordonnés et mise en œuvre appuyée au niveau national Appui fourni en vue de l'accès aux financements permettant la mise en œuvre des mesures nationales d'adaptation 	<ul style="list-style-type: none"> Projet océanien d'adaptation au changement climatique (PACC) financé par le FSCC du FEM Organiser un atelier de lancement du projet PACC 				
2.1.2.2 Recensement des secteurs d'intervention prioritaire vulnérables aux effets du changement climatique appuyé	<ul style="list-style-type: none"> Conseils techniques fournis pour faciliter le recensement des secteurs d'intervention prioritaire vulnérables aux effets du changement climatique 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir une assistance dans le cadre du PACC en vue de l'obtention de nouvelles ressources destinées à l'adaptation Participer au recrutement de 13 coordinateurs nationaux du PACC 				

PROGRAMME 2		:	VENIRS OCÉANIENS			D	
Sous-réalisations	Indicateurs		Activité prévue pour 2009				
2.1.2.3 Collecte de données et recensement des savoirs traditionnels appuyés pour soutenir la conception et la mise en œuvre des mesures d'adaptation	<ul style="list-style-type: none"> Sources de données et savoirs traditionnels permettant de mieux comprendre le changement climatique recensés Conseils fournis sur la meilleure façon d'intégrer les données et les savoirs traditionnels dans la conception et la mise en œuvre du projet d'adaptation 		<ul style="list-style-type: none"> Créer des unités de gestion du projet PACC au PROE et dans 13 pays insulaires océaniques participants Collaborer aux études sur les savoirs traditionnels sur l'environnement et au portail du PROE sur le changement climatique 				
2.1.2.4 Intégration des mesures d'adaptation aux stratégies de développement durable promue et appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Meilleures pratiques et retours d'expérience des activités d'adaptation intégrés dans les stratégies de développement durable 		<ul style="list-style-type: none"> Organiser une formation à la gestion de projets, comprenant l'administration de projets, la formation et le soutien techniques et les exigences en matière de rapports (techniques et financiers) Lancer les activités du projet PACC dans 13 pays insulaires océaniques. Meilleures pratiques documentées et intégrées dans le projet d'intégration du développement durable 				
Réalisation 2.1.3 – Renforcement de la gouvernance sur le changement climatique appuyé			Prévisions budgétaires (SUS)				
			Sous-total — 29 947 \$			Sources de financement	
			Frais de pers.	Frais de fonct.	Frais d'invest.	NZODA-XB Soutien au prog.	27 806 2 141
			26 947 \$	3 000 \$	0		
2.1.3.1 Intégration du changement climatique dans les politiques nationales, les processus de planification et de décision à tous les niveaux promue et appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Processus décisionnels optimaux permettant une meilleure allocation des ressources au niveau national élaborés et diffusés Directives permettant une meilleure adoption des processus de gestion des risques élaborées et diffusées Initiatives de développement des capacités améliorant l'intégration du changement climatique dans les stratégies de développement durable recensés et abordés 		<ul style="list-style-type: none"> Aider les pays à élaborer des directives sur les meilleures pratiques ainsi que des processus visant à intégrer le changement climatique dans la planification du développement et les processus budgétaires Réaliser des études dans certains pays insulaires océaniques pour déterminer les meilleures pratiques et diffuser le rapport par le biais de la PCCR Appuyer l'élaboration, l'actualisation et la diffusion de directives visant l'intégration de la gestion des risques de catastrophes dans la planification nationale élaborée avec le réseau de partenariats dirigé par la SOPAC avec le PIFS, le PROE et le PNUD Coopérer avec la SOPAC et les initiatives de la Banque mondiale sur la réduction des risques Aider les pays insulaires océaniques à concevoir et mettre en œuvre des initiatives répondant à leurs besoins de développement des capacités nationales en matière d'intégration du changement climatique dans les processus de planification du développement Préparer des propositions de développement des capacités devant être soumises au PNUD, à l'UNITAR et à d'autres partenaires 				
2.1.3.2 Partenariats renforcés entre les organismes publics, le secteur privé, la société civile, la collectivité et les autres parties prenantes	<ul style="list-style-type: none"> Liens entre les organisations recueillant des données sur le changement climatique recensés Approches régionales de gestion du changement climatique élaborées et mise en œuvre appuyée par la PCCR 		<ul style="list-style-type: none"> Utiliser la PCCR pour recueillir des informations sur les activités menées par les organisations et les diffuser sur le portail du PROE sur le changement climatique Riposte régionale au changement climatique à l'ordre du jour de la réunion de la PCCR de 2009 				

PROGRAMME 2

:

VENIRS OCÉANIENS

D

Sous-réalisations	Indicateurs	Activité prévue pour 2009				
Réalisation 2.1.4 – Collecte d'informations techniques sur le changement climatique et accès à ces informations facilités		Prévisions budgétaires (\$US)				
		Sous-total — 188 327 \$			Sources de financement	
		Frais de pers.	Frais de fonct.	Frais d'invest.	NZODA-XB	21 324
		88 965 \$	99 362 \$	0 \$	Soutien au prog. NOAA	2 141 122 370
2.1.4.1 Suivi des systèmes météorologiques et climatiques océaniques appuyé	<ul style="list-style-type: none"> • Appui fourni en vue de l'exécution des Plans de mise en œuvre des services météorologiques et climatiques nationaux et régionaux • Mise en œuvre du Plan d'action stratégique pour les services météorologiques et climatiques appuyée • Exécution du plan de mise en œuvre du SMOC-IP appuyée 	<ul style="list-style-type: none"> • Fournir, à la demande, une assistance visant l'obtention de ressources ou d'un appui technique pour les pays et territoires insulaires océaniques • Poursuivre la coordination de la formation théorique OMM-NOAA pour au moins trois météorologues océaniques • Solliciter des ressources pour exécuter la révision du Plan d'action pour le développement de la météorologie dans le Pacifique (SPDM) 2000-2009 et lancer un nouveau plan d'action pour 2010-2019 • Coordonner avec l'OMM et la SOPAC l'organisation, aux EFM au cours du deuxième trimestre 2009, d'une réunion sur la réduction des catastrophes et la gestion des risques dans le cadre de la Conférence des directeurs des services météorologiques régionaux • Poursuivre la mise en œuvre des projets SMOC-IP et coordonner les rapports au SMOC-IP, à l'OMM, au SMOC et aux Membres du PROE 				
2.1.4.2 Intégration des ensembles de données techniques sur le climat dans les autres ensembles de données environnementales, sociales et économiques et dans les savoirs traditionnels appuyée	<ul style="list-style-type: none"> • Principaux ensembles de données nationales et régionales sur le niveau de la mer, le changement climatique et la variabilité du climat contribuant à la planification appliquée identifiés, acquis et actualisés • Principaux ensembles de données complémentaires identifiés, acquis et actualisés • Centre régional d'échange sur le changement climatique créé et appuyé 	<ul style="list-style-type: none"> • Contribuer à un partenariat PaCIS avec le Centre Orient-Occident et le Centre IDEA de la NOAA pour acquérir des sources d'information pertinentes et les mettre en ligne • Poursuivre les partenariats avec les projets du SMOO-IP et du SOCH-IP sur des activités d'observation conjointes • Développer en partenariat avec le SMOC des États-Unis l'élaboration et l'utilisation du serveur SMOC-IP pour héberger les sites des services météorologiques nationaux du Pacifique. • Améliorer avec le concours du Centre IDEA de la NOAA le portail web du PROE sur le changement climatique comme centre d'échange régional en la matière 				
2.1.4.3 Élaboration et mise en œuvre de cadres analytiques améliorés de modélisation du climat appuyées	<ul style="list-style-type: none"> • Appui fourni à la mise en œuvre de modèles et de cadres analytiques aux niveaux national et régional • Documentation préparée et diffusée sur le changement climatique, la variabilité du climat, l'élévation du niveau de la mer et les phénomènes météorologiques extrêmes 	<ul style="list-style-type: none"> • À la demande, faciliter l'accès aux ressources ou la fourniture directe d'assistance technique à l'intention des pays et territoires insulaires océaniques • Collecter et obtenir ces informations avec l'assistance des pays et territoires insulaires océaniques et des institutions partenaires 				

PROGRAMME 2

:

VENIRS OCÉANIENS

D

Sous-réalisations		Indicateurs		Activité prévue pour 2009			
Réalisation 2.1.5 – Capacité d'éducation et de communication renforcée pour appuyer les mesures portant sur le changement climatique		Prévisions budgétaires (SUS)					
		Sous-total — 21 465 \$			Sources de financement		
		Frais de pers.	Frais de fonct.	Frais d'invest.	NZODA-XB Soutien au prog.	19 324 2 141	
		21 465 \$	0 \$	0 \$			
2.1.5.1 Besoins de développement des capacités d'éducation et de communication recensés et pris en compte	<ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités nationales recensées pour améliorer la compréhension et renforcer les ripostes au changement climatique Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> Analyse des rapports ANCR et des PANA réalisée et rapports préparés en vue d'un projet relevant de l'article 6 de la CCNUCC Rapport de développement des capacités examinées par la PCCR et propositions préparées 					
2.1.5.2 Initiatives de communication sur le changement climatique encourageant la modification des comportements appuyées	<ul style="list-style-type: none"> Élaboration et mise en œuvre de stratégies de communication sur le changement climatique appuyées Initiatives régionales de communication sur le changement climatique recensées et élaborées et mise en œuvre appuyée Élaboration et mise en œuvre d'initiatives nationales de communication sur le changement climatique appuyées 	<ul style="list-style-type: none"> Stratégie du PROE de communication sur le changement climatique élaborée Grande initiative régionale de communication lancée dans le cadre de l'Année du PROE sur le changement climatique (2009) Propositions recensées par le biais de la PCCR et financement sollicité Modèle de stratégies nationales de communication élaboré et diffusé 					
Réalisation 2.1.6 – Contribution à la réduction des émissions mondiales de gaz à effet de serre appuyée		Prévisions budgétaires (SUS)					
		Sous-total — 855 115 \$			Sources de financement		
		Frais de pers.	Frais de fonct.	Frais d'invest.	NZODA-XB CE/PNUE Soutien au prog. FEM-PNUD À identifier	19 324 100 000 2 141 683 650 50 000	
		145 115 \$	702 000 \$	8 000 \$			
2.1.6.1 Mise en œuvre des énergies renouvelables et technologies à fort rendement énergétique promues et appuyées	<ul style="list-style-type: none"> Lois, plans et politiques sur l'énergie et le changement climatique élaborés et révisés Rapports et informations sur la viabilité institutionnelle, technique et financière des projets existants et futurs sur les énergies renouvelables et l'utilisation rationnelle de l'énergie préparés et diffusés 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui à la révision du projet de loi des Tonga sur les énergies renouvelables et à la rédaction des règlements associés Révision conjointe de la politique d'électrification rurale de Vanuatu avec AusAID Fournir des conseils techniques et organiser une formation et un atelier à l'intention des petits États insulaires à l'appui du programme REP-5 financé par l'UE, en particulier à Nauru et à Nioué Fournir un appui complémentaire pour le renforcement des capacités en vue du développement des biocarburants au Samoa (Initiative sur l'énergie, les écosystèmes et les modes de subsistance durables de l'UICN), pour l'électrification solaire des Tonga et pour les activités de renforcement des capacités, de réhabilitation et d'évaluation des ressources (UICN et AusAID) à Vanuatu Réaliser une étude de faisabilité sur l'énergie éolienne à Nauru et aux Tonga Réaliser une étude de faisabilité sur l'utilisation de l'huile de copra pour la production d'électricité à Tuvalu Appuyer les activités de formation destinée à la Société de Kiribati sur l'énergie éolienne sur l'application de RESCO pour améliorer ses résultats financiers Reproduire l'expérience de Kiribati avec RESCO aux Îles Marshall et aux Tonga 					

PROGRAMME 2

:

VENIRS OCÉANIENS

D

Sous-réalisations	Indicateurs	Activité prévue pour 2009	
	<ul style="list-style-type: none"> Ressources financières et approches de marketing permettant la mise en œuvre des énergies renouvelables et des technologies à fort rendement énergétique recensées et mobilisées 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir des conseils techniques à sept pays insulaires océaniques (EFM, Kiribati, Nauru, Nioué, Palaos, Îles Marshall et Tonga) en vue de l'élaboration du programme énergétique multinational FED-10 Fournir une assistance au PNUE en vue de l'élaboration de l'initiative approuvée par l'Alliance FEM -Pacifique pour un avenir viable intitulée <i>Accélération de l'utilisation des énergies renouvelables</i> Technologies à Nauru, Nioué et Tuvalu Fournir une assistance technique à la BASD en vue de l'élaboration de l'initiative approuvée par l'Alliance FEM -Pacifique pour un avenir viable intitulée <i>Promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie dans le Pacifique</i> aux Tonga, au Samoa, à Vanuatu et aux Îles Cook Fournir des conseils techniques aux Palaos et aux Îles Marshall en vue de l'élaboration des projets SEDREA et ADMIRE de l'Alliance FEM -Pacifique pour un avenir viable 	
2.1.6.2 Élaboration d'initiatives du Mécanisme pour un développement propre (MDP) appuyé	<ul style="list-style-type: none"> Fonction MDP du Centre régional d'excellence sur le changement climatique établie pour fournir des informations et des conseils sur les initiatives MDP Appui fourni pour la mise en œuvre des initiatives MDP Appui fourni en vue de l'élaboration d'inventaires de gaz à effet de serre 	<ul style="list-style-type: none"> Poursuivre les échanges avec RISOE et le PNUE concernant l'exécution des activités de renforcement des capacités MDP de l'initiative financée par l'UE dans le cadre du projet sur les AME Explorer les possibilités d'établir des liens entre l'initiative MDP du projet sur les AME de l'UE et le projet de renforcement des capacités MDP de la BASD ainsi que la constitution d'un fonds sur l'énergie propre au Samoa Fournir à la demande une assistance technique sur les inventaires de GES 	
Réalisation 2.1.7 – Partenariats et coopération visant une meilleure gestion du changement climatique appuyés		Prévisions budgétaires (SUS)	
		Sous-total — 39,64 \$	
		Frais de pers.	Sources de financement
		31 643 \$	NZODA-XB 37 502 Soutien au prog. 2 141
		Frais de fonct.	
		8 000 \$	
		Frais d'invest.	
		0 \$	
2.1.7.1 Renforcement des partenariats régionaux et internationaux visant les questions liées au changement climatique promu et appuyé	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni pour l'élaboration de projets conjoints sur le changement climatique faisant intervenir les organisations internationales, les établissements d'éducation et de recherche et les pays et territoires insulaires océaniques Réseau d'équipes et de professionnels sur le changement climatique constitué Participation des entreprises privées internationales et régionales aux initiatives nationales sur le changement climatique promue Appui fourni en vue de la mise en œuvre du programme de travail de Nairobi sur les impacts, la vulnérabilité et l'adaptation 	<ul style="list-style-type: none"> Recensement des lacunes par la PCCR et élaboration de propositions avec les organisations du CORP. Élaboration d'ateliers de rédaction en collaboration avec l'ONU, le GIEC et l'Institut de Stockholm pour l'environnement. Participation au Centre des Caraïbes pour le changement climatique, au Consortium des universités des PEID, à Many Strong Voices et d'autres initiatives et organisations sur le climat Constituer un réseau par le biais du portail du PROE sur le changement climatique Chambres de commerce des pays insulaires océaniques sensibilisées et liens recherchés Participation continue au programme de travail de Nairobi à l'appui des pays insulaires océaniques 	
2.1.7.2 Approches régionales concernant la gestion des questions liées au changement climatique élaborées et promues	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni pour des réunions régulières de la Table ronde des îles océaniques sur le changement climatique Appui fourni pour l'actualisation de la grille régionale sur le changement climatique en vue de sa soumission aux réunions de la Table ronde 	<ul style="list-style-type: none"> Soutien à une réunion de la Table ronde en 2009 	
2.1.7.3 Financement identifié et mobilisé pour aborder les questions liées au changement climatique	<ul style="list-style-type: none"> Sources de financement recensées pour faciliter la gestion des questions liées au changement climatique Appui fourni pour la préparation de propositions de financement au niveau national 	<ul style="list-style-type: none"> Collaboration avec les partenaires donateurs dans le contexte des sessions de la CCNUCC et de la PCCR ainsi qu'avec le comité directeur de l'Alliance FEM -Pacifique pour un avenir viable. Analyse et recueil de données sur les sources de financement existantes et prévues diffusés par le biais du portail sur le changement climatique. Élaborer des propositions à la demande et conjointement avec les pays insulaires océaniques et le CORP 	

Réalisation : 2.2 – Prévention de la pollution et gestion des déchets

Objectif : Améliorer les capacités des pays et territoires insulaires océaniques à gérer les questions liées à la pollution et aux déchets

La pollution de l'environnement et l'enlaidissement des îles dû à la mauvaise gestion des déchets sont deux grandes menaces pesant sur le développement durable du Pacifique insulaire. La pollution marine nécessite une approche coordonnée et globale de l'évaluation et de la lutte du fait même qu'elle ignore les frontières. Les quantités croissantes de déchets solides, l'absence de contrôle sur les produits chimiques importés dans la région et la pénurie des moyens de gestion des divers polluants constituent une réelle préoccupation pour les Membres insulaires océaniques. Outre les activités terrestres, les ressources côtières et marines de la région sont menacées par les espèces marines introduites, les épaves, les déversements marins, les déchets et les peintures antisalissures des navires.

Le rôle du PROE est d'aider les pays à mettre en œuvre ce volet de programme en leur fournissant des conseils et un soutien techniques. Le travail mené dans ce cadre en 2009 continuera d'être axé sur la gestion et la prévention de la pollution dans l'ensemble du Pacifique et il est vraisemblable qu'il évoluera avec le temps et accordera une place croissante aux activités nationales menées au titre d'accords bilatéraux. Dans certains cas, comme celui de l'élimination des déchets dangereux, le Secrétariat pourra intervenir directement dans la mise en œuvre en raison de la complexité technique et logistique des activités.

Les initiatives seront en grande partie déterminées par les stratégies et priorités régionales adoptées par les Membres du PROE, telles que la Stratégie régionale sur les déchets solides, la révision du PACPOL et la Stratégie sur les espèces marines envahissantes. Les efforts visant à élaborer des stratégies et politiques régionales de gestion des substances chimiques et autres matières dangereuses se poursuivront par ailleurs. Toutes ces activités sont intégrées au travail de prévention de la pollution et de gestion des déchets et fournissent les mécanismes essentiels au renforcement des capacités nationales nécessaires pour aborder la question des déchets au niveau national.

Alors que certains Membres ont bien avancé dans la mise en œuvre de ces stratégies, d'autres n'ont que peu progressé en raison d'autres priorités ou de ressources et de capacités insuffisantes. Les efforts de négociation avec les donateurs se poursuivront pour faciliter la mise en œuvre de différents aspects des stratégies.

Dans le domaine des déchets dangereux, la mise en œuvre des plans nationaux d'application de la Convention de Stockholm et l'entrée en service du Centre régional de formation et de transfert de technologie pour la mise en œuvre conjointe des conventions de Bâle et de Waigani dans la région Pacifique se poursuivront aux niveaux national et régional.

PROGRAMME 2

:

VENIRS OCÉANIENS

D

Sous-réalisations		Indicateurs		Activité prévue pour 2009				
Réalisation 2.2.1 – Gestion et mise en œuvre des stratégies et accords internationaux et régionaux portant sur la pollution et les déchets appuées		Prévisions budgétaires (SUS)						
		Sous-total — 145 906 \$			Sources de financement			
		Frais de pers.	Frais de fonct.	Frais d'invest.	NZODA-XB	33 025	AUSAID XXB	55 200
		76 706 \$	69 200 \$	0 \$	Soutien au prog.	2 141	NZOID XB	55 540
2.2.1.1	Participation des pays et territoires insulaires océaniques aux réunions et manifestations sur la pollution et les déchets appuée	<ul style="list-style-type: none"> Consultations préparatoires menées avant les grandes réunions pour aborder la portée des points de l'ordre du jour Positions et stratégies régionales permettant de réaliser les priorités régionales définies avant les grandes réunions et exprimées pendant celles-ci Préparation de notes d'information avant les grandes réunions Appui logistique et technique fourni lors des grandes réunions 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique et logistique à l'organisation de consultations préalables aux grandes réunions sur les déchets afin d'aborder la portée des points à l'ordre du jour Fournir des conseils et un appui techniques à l'organisation de consultations préalables pour définir des positions et stratégies régionales concernant les points à l'ordre du jour et les communiquer aux pays insulaires océaniques lors des réunions internationales et régionales sur les déchets Fournir des conseils et un appui techniques en vue de la préparation de notes d'information sur les positions et stratégies régionales Fournir des conseils et un appui techniques aux représentants des pays insulaires océaniques sur les positions des stratégies régionales lors des réunions importantes 					
2.2.1.2	Initiatives de développement des capacités menées, et assistance technique et actions de sensibilisation conduites pour promouvoir le respect par les pays et territoires insulaires océaniques des accords internationaux et régionaux sur la pollution et les déchets	<ul style="list-style-type: none"> Initiatives de développement des capacités conçues et menées à bien pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations Conseils techniques fournis pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations Intérêts des pays insulaires océaniques promus auprès des organes internationaux et régionaux 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique en vue de l'élaboration d'initiatives de développement des capacités dans deux pays insulaires océaniques pour les aider à s'acquitter de leurs obligations découlant d'accords internationaux et régionaux sur la pollution et les déchets Fournir des conseils et un appui techniques à au moins deux pays pour les aider à s'acquitter de leurs obligations découlant d'accords internationaux et régionaux sur la pollution et les déchets Représenter les intérêts de la région en promouvant les positions nationales et régionales auprès des organes régionaux et internationaux 					
2.2.1.3	Assistance juridique fournie pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'une législation sur la pollution et les déchets	<ul style="list-style-type: none"> Assistance juridique fournie en vue de la ratification des accords internationaux et régionaux par les pays insulaires océaniques Assistance juridique fournie pour aider les pays insulaires océaniques à élaborer des lois propices au respect des obligations internationales et régionales Mécanisme d'échange d'informations sur les accords internationaux et les lois nationales en place et appués 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir des conseils et un appui technique aux pays insulaires océaniques pour les aider à ratifier des accords internationaux et régionaux Fournir des conseils et un appui techniques à au moins un pays en vue de l'élaboration de lois promouvant le respect des obligations régionales et internationales Fournir un appui technique à la mise à jour du site web juridique du PROE 					
2.2.1.4	Ressources financières pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives nationales sur la pollution et les déchets identifiées et mobilisées.	<ul style="list-style-type: none"> Ressources financières recensées pour permettre l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives régionales ou nationales Propositions élaborées et soumises pour permettre l'accès aux ressources financières aux échelons régional ou multinational Assistance fournie pour élaborer des propositions nationales permettant d'accéder aux ressources financières à l'échelon national 	<ul style="list-style-type: none"> Répertorier les sources de financement susceptibles d'appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives régionales ou nationales Fournir un appui technique à l'élaboration de propositions portant sur des projets multinationaux coordonnés à l'échelon régional Fournir un appui technique à l'élaboration de demandes de financement de projets nationaux 					

PROGRAMME 2

:

VENIRS OCÉANIENS

D

Sous-réalisations	Indicateurs	Activité prévue pour 2009				
Réalisation 2.2.2 – Gestion des substances dangereuses appuyée		Prévisions budgétaires (SUS)				
		Sous-total — 96 704 \$			Sources de financement	
		Frais de pers.	Frais de fonct.	Frais d'invest.	NZODA-XB	86 715
		68 704 \$	27 000 \$	1 000 \$	Soutien au prog. Taïwan-République de Chine	1 989 8 000
2.2.2.1 Élaboration de lois, politiques, stratégies et plans nationaux sur la gestion des substances dangereuses promue et appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni pour l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies nationales sur les substances dangereuses Conseils techniques et informations fournis pour faciliter l'élaboration, l'application et le respect de lois sur les substances dangereuses 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir des conseils et un appui techniques en vue de l'élaboration de stratégies nationales sur les déchets dans quatre pays en participant à la rédaction de stratégies sur les substances dangereuses et nocives y compris de plans de projets de mise en œuvre Fournir des conseils techniques et des informations à quatre pays insulaires océaniques en vue de l'élaboration et de l'application de lois sur les substances dangereuses 				
2.2.2.2 Collecte et élimination des substances dangereuses dans les pays insulaires océaniques appuyées	<ul style="list-style-type: none"> Substances dangereuses devant être éliminées des pays insulaires océaniques identifiées Partenaires identifiés pour participer à l'élimination des substances dangereuses des pays insulaires océaniques Appui fourni à l'élimination des substances dangereuses des pays insulaires océaniques 	<ul style="list-style-type: none"> Aider quatre pays insulaires océaniques à élaborer des inventaires nationaux des substances dangereuses Répertorier les donateurs et les partenaires susceptibles de participer à l'élimination des substances dangereuses de la région <p>Fournir des conseils et un appui techniques en vue de l'élimination des substances dangereuses de la région, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> En fournissant une formation technique à la manipulation et au conditionnement des substances dangereuses En aidant les pays insulaires océaniques à remplir les documents nécessaires concernant les mouvements transfrontières 				
2.2.2.3 Directives sur la bonne gestion des substances dangereuses élaborées, diffusées et actualisées	<ul style="list-style-type: none"> Substances dangereuses présentant une menace importante pour les pays et territoires insulaires océaniques recensés Directives décrivant les meilleures pratiques de gestion des substances dangereuses dans le contexte océanique élaborées et diffusées Appui fourni pour la mise en œuvre des directives à l'échelon national 	<ul style="list-style-type: none"> Aider quatre pays insulaires océaniques à élaborer des inventaires nationaux de substances dangereuses représentant de graves menaces Élaborer des directives régionales concernant la bonne gestion des substances dangereuses Aider quatre pays à intégrer les directives dans leurs stratégies nationales sur les substances dangereuses et nocives 				
2.2.2.4 Développement des capacités nationales en gestion des substances dangereuses appuyé	<ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités nationales en gestion des substances dangereuses recensés Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique en vue du recensement des besoins en capacités nationales de gestion des substances dangereuses Fournir un appui technique en vue d'élaborer des initiatives de développement des capacités nationales de gestion des substances dangereuses 				

PROGRAMME 2

:

VENIRS OCÉANIENS

D

Sous-réalisations	Indicateurs	Activité prévue pour 2009	
2.2.2.5 Mobilisation des ressources financières nécessaires pour mener à bien les initiatives de gestion des substances dangereuses appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Sources de financement identifiées pour appuyer la gestion des substances dangereuses dans les pays insulaires océaniques Appui fourni pour la préparation de demandes de financement au niveau national 	<ul style="list-style-type: none"> Répertorier les donateurs et les partenaires susceptibles d'appuyer la gestion des substances dangereuses Fournir un appui technique à l'élaboration de demandes de financement de projets nationaux 	
2.2.2.6 Initiatives de communication entraînant des changements de comportement susceptibles d'améliorer la gestion des substances dangereuses appuyées	<ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités de communication visant une meilleure gestion des substances dangereuses recensés et abordés aux échelons national et régional Appui fourni pour l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives de communication contribuant à la sensibilisation à la gestion des substances dangereuses 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique en vue du recensement des besoins en capacités de communication pour renforcer la gestion des substances dangereuses Fournir un appui technique à l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de communication visant la gestion des substances dangereuses 	
2.2.2.7 Acquisition et utilisation de données et d'informations pour améliorer la gestion des substances dangereuses appuyées	<ul style="list-style-type: none"> Données et informations sur les meilleures pratiques de gestion des substances dangereuses recensées, acquises et diffusées Directives sur l'utilisation de données et d'informations appuyant le processus décisionnel élaborées et diffusées Appui fourni en vue de la conception et de la mise en œuvre de processus de suivi, d'évaluation et de communication visant à améliorer la gestion des substances dangereuses 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique à l'identification, l'acquisition et la diffusion de données et d'informations sur la gestion des substances dangereuses Élaborer des directives régionales sur la bonne utilisation des données et informations pour appuyer le processus décisionnel à l'échelon national Fournir un appui technique en vue de la conception de processus nationaux de suivi, d'évaluation et de communication visant à améliorer la gestion des substances dangereuses 	
Réalisation 2.2.3 – Gestion des déchets solides appuyée		Prévisions budgétaires (SUS)	
		Sous-total — 255 430 \$	
		Frais de pers.	Frais de fonct.
		Frais d'invest.	Sources de financement
		96 680 \$	155 750 \$
		3 000 \$	NZODA-XB 24 371
			France – AFD 30 000
			Japon 108 750
			Soutien au prog. 1 989
			NZAID XB 90 320
2.2.3.1 Élaboration de lois, politiques, stratégies et plans nationaux sur la gestion des déchets solides promue et appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'actualisation des stratégies nationales sur les déchets solides Conseils techniques et informations fournis pour faciliter l'élaboration, l'application et le respect de lois sur les déchets solides Informations décrivant les meilleures pratiques de gestion des déchets solides dans le contexte océanique rassemblées et diffusées 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir des conseils et un appui techniques en vue de l'élaboration de stratégies nationales sur les déchets solides dans quatre pays et territoires en participant à la rédaction de stratégies y compris de plans de projets de mise en œuvre Élaborer une loi sur les déchets dans un pays Fournir des conseils techniques et des informations à quatre pays et territoires insulaires océaniques en vue de l'élaboration et de l'application de lois sur les déchets solides Fournir un appui technique à quatre pays et territoires insulaires océaniques en vue de l'identification, de l'acquisition et de la diffusion d'informations et de données sur les déchets solides 	

PROGRAMME 2

:

VENIRS OCÉANIENS

D

Sous-réalisations	Indicateurs	Activité prévue pour 2009
2.2.3.2 Élaboration et application de directives et de programmes de minimisation des déchets solides appuyés	<ul style="list-style-type: none"> • Informations et directives sur des instruments économiques et d'autres techniques de minimisation des déchets solides dans le Pacifique élaborées et diffusées • Appui fourni pour la mise en œuvre de techniques de minimisation des déchets solides 	<ul style="list-style-type: none"> • Actualiser les directives régionales sur le financement de la gestion des déchets à l'aide d'instruments économiques tels que des directives sur les systèmes de consigne, les systèmes appliquant le principe de l'utilisateur payeur, etc. • Fournir des conseils et un appui techniques à quatre pays et territoires insulaires océaniques en vue de la mise en œuvre de leurs plans de minimisation des déchets
2.2.3.3 Élaboration et mise en œuvre de technologies et de processus pour optimiser l'élimination des déchets solides promus	<ul style="list-style-type: none"> • Appui fourni en vue de la conception et de la mise en œuvre de techniques améliorées d'élimination des déchets 	<ul style="list-style-type: none"> • Fournir des conseils et un appui techniques à quatre pays et territoires insulaires océaniques en vue de la conception de meilleurs systèmes de gestion des déchets
2.2.3.4 Développement des capacités nationales en gestion des déchets solides appuyé	<ul style="list-style-type: none"> • Besoins de développement des capacités nationales en gestion des déchets solides recensés • Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> • Fournir un appui technique en vue du recensement des besoins en capacités nationales de gestion des déchets solides • Fournir un appui technique en vue d'élaborer des initiatives de développement des capacités nationales de gestion des déchets solides
2.2.3.5 Mobilisation des ressources financières nécessaires pour mener à bien les initiatives de gestion des déchets solides appuyée	<ul style="list-style-type: none"> • Sources de financement identifiées pour appuyer la gestion des déchets solides dans les pays insulaires océaniques • Appui fourni pour la préparation de demandes de financement au niveau national 	<ul style="list-style-type: none"> • Répertorier les donateurs et les partenaires susceptibles d'appuyer la gestion des déchets solides • Fournir un appui technique à l'élaboration de demandes de financement de projets nationaux de gestion des déchets solides
2.2.3.6 Éducation et diffusion de l'information appuyées pour modifier les comportements	<ul style="list-style-type: none"> • Appui fourni en matière d'éducation et de sensibilisation pour améliorer la compréhension de la gestion des déchets solides • Données et informations promouvant un processus décisionnel fondé sur les meilleures informations disponibles acquises, stockées et diffusées • Appui fourni en vue de la conception et de la mise en œuvre de processus de suivi, d'évaluation et de communication visant à améliorer la gestion des déchets dangereux 	<ul style="list-style-type: none"> • Fournir des conseils et un appui techniques aux initiatives nationales de sensibilisation et d'éducation pour améliorer la compréhension de la gestion des déchets solides • Fournir un appui technique à l'identification, l'acquisition, le stockage et la diffusion de données et d'informations sur la gestion des déchets dangereux • Fournir un appui technique en vue de la conception de processus nationaux de suivi, d'évaluation et de communication visant à améliorer la gestion des déchets dangereux

PROGRAMME 2

:

VENIRS OCÉANIENS

D

Sous-réalisations	Indicateurs	Activité prévue pour 2009				
Réalisation 2.2.4 – Gestion de la pollution marine et des déchets appuyée		Prévisions budgétaires (SUS)				
		Sous-total — 106 186 \$			Sources de financement	
		Frais de pers.	Frais de fonct.	Frais d'invest.	NZODA-XB	79 997
		81 986 \$	21 200 \$	3 000 \$	AUSAID XXB	2 200
			OMI	22 000		
			Soutien au prog.	1 989		
2.2.4.1 Élaboration de lois, politiques, stratégies et plans sur la pollution marine promue et appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Législation et plans types élaborés et diffusés pour améliorer la gestion de la pollution marine et des déchets au niveau national Stratégie relative à l'introduction d'espèces marines envahissantes par les navires (SRIMP-PAC) élaborée, distribuée et actualisée Directives décrivant les meilleures pratiques de gestion des déchets des navires élaborées et diffusées Appui fourni en vue de l'élaboration d'une législation, de politiques et de plans nationaux sur la pollution marine 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir des conseils et un appui techniques en vue de la mise à jour de la législation type régionale Exécuter les activités du plan de travail SRIMP-PAC, notamment : <ul style="list-style-type: none"> Évaluation des risques à l'aide d'enquêtes portuaires CRIMP dans deux ports à haut risque, d'enquêtes du musée Bishop dans deux ports à moyen risque et de la méthodologie de type SERC dans quatre ports à faible risque Cours de formation sur le modèle régional dispensé dans trois pays Cours de formation sur la taxonomie Élaborer et diffuser des directives sur les meilleures pratiques de gestion des déchets des navires à l'intention des autorités portuaires Fournir un appui technique à au moins deux pays en vue de la mise en œuvre de la loi type pour la prévention de la pollution marine 				
2.2.4.2 Analyse des risques liés à la pollution marine et aux déchets des navires dans le Pacifique élaborée, diffusée et actualisée	<ul style="list-style-type: none"> Transports maritimes cartographiés dans chaque pays et territoire insulaire océanien Analyse des risques liés à la pollution marine et aux déchets des navires effectuée sur les axes maritimes Zones à haut risque en matière de pollution marine et de déchets des navires recensées et diffusées 	<ul style="list-style-type: none"> Cartographier les axes maritimes et actualiser les données sur les axes à haut risque Actualiser l'évaluation des risques en mettant à jour les informations sur les axes à haut risque Actualiser l'évaluation des risques en mettant à jour les informations sur les axes à haut risque 				
2.2.4.3 Gestion de la pollution marine et des déchets des navires dans les ports appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de processus de suivi de la pollution et des rejets dans les ports Appui fourni en vue d'audits de la pollution et des rejets dans les ports Appui fourni en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de mesures de gestion pour réduire la pollution et les rejets dans les ports 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir des conseils et un appui techniques sur les processus de suivi de la pollution et de rejet des matières polluantes dans trois installations portuaires Mettre en œuvre les directives MARPOL d'audit des installations portuaires dans au moins une de ces installations Fournir des conseils et un appui techniques en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de mesures de gestion pour une installation portuaire, en particulier dans les atolls 				

PROGRAMME 2

:

VENIRS OCÉANIENS

D

Sous-réalisations	Indicateurs	Activité prévue pour 2009
2.2.4.4 Développement des capacités nationales de gestion de la pollution marine et des déchets des navires appuyé	<ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités nationales en gestion de la pollution marine et des déchets des navires recensés Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique en vue du recensement des besoins en capacités nationales de gestion de la pollution marine et des déchets des navires Fournir un appui technique en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre d'initiatives nationales de développement des capacités en vue de la gestion de la pollution marine et des déchets des navires
2.2.4.5 Mobilisation des ressources financières nécessaires pour mener à bien les initiatives de lutte contre la pollution marine et de gestion des déchets solides appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Sources de financement identifiées pour appuyer la gestion de la pollution marine et des déchets des navires dans les pays insulaires océaniques Appui fourni pour la préparation de demandes de financement au niveau national 	<ul style="list-style-type: none"> Répertorier les sources de financement susceptibles d'appuyer la gestion de la pollution marine et des déchets Fournir un appui technique à l'élaboration de demandes de financement de projets nationaux de gestion de la pollution marine et des déchets des navires
2.2.4.6 Initiatives de communication entraînant des changements de comportement susceptibles d'améliorer la gestion de la pollution marine et des déchets des navires appuyées	<ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités de communication visant une meilleure gestion de la pollution marine et des déchets des navires recensés et abordés aux échelons national et régional Appui fourni pour l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives de communication contribuant à la sensibilisation à la gestion de la pollution marine et des déchets des navires Stratégies de communication élaborées et distribuées au secteur maritime pour renforcer la compréhension des impacts de la pollution marine et recenser les processus de réduction des déchets des navires 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique en vue du recensement des besoins de capacités de communication pour renforcer la gestion de la pollution marine et des déchets des navires aux échelons national et régional Fournir un appui technique en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de stratégies de communication visant à améliorer la sensibilisation à la gestion de la pollution marine et des déchets des navires Élaborer une stratégie de communication visant le secteur maritime pour renforcer la compréhension des impacts de la pollution marine et recenser les processus de réduction des déchets des navires et diffuser cette stratégie aux pays insulaires océaniques
2.2.4.7 Acquisition et utilisation de données et d'informations pour améliorer la gestion de la pollution marine et des déchets des navires appuyées	<ul style="list-style-type: none"> Données et informations sur les meilleures pratiques en matière de gestion de la pollution marine et des déchets des navires recueillies et diffusées aux Membres Directives sur l'utilisation de données et d'informations appuyant le processus décisionnel élaborées et diffusées Appui fourni en vue de la conception et de la mise en œuvre de processus de suivi, d'évaluation et de communication visant à améliorer la gestion de la pollution marine et des déchets des navires 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique en vue de l'identification, de l'acquisition, du stockage et de la diffusion des meilleures pratiques de gestion de la pollution marine et des déchets des navires Élaborer des directives régionales sur la bonne utilisation des données et informations pour appuyer le processus décisionnel à l'échelon national Fournir un appui technique en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de profils de rapports sur les installations de trois ports

Volet : 2.3 – Gouvernance environnementale

Objectif : Améliorer les moyens d'identification, de réaction et de communication sur les pressions environnementales, les nouvelles menaces et possibilités

Ce volet comporte toute une gamme d'activités intersectorielles cherchant à établir des liens entre les activités ayant trait droit environnemental et aux politiques internationales sur le développement durable, à promouvoir les instruments nécessaires à une prise de décision éclairée et à mobiliser des ressources pour renforcer les capacités locales dans la région.

Le PROE continue de jouer un rôle de premier plan dans le domaine du développement durable du Pacifique en aidant les pays insulaires océaniques à formuler, renforcer et mettre en œuvre leurs stratégies nationales de développement durable (SNDD) et à intégrer les préoccupations environnementales dans la planification du développement et les processus décisionnels existants. L'intégration et le renforcement des SNDD sont nécessaires pour assurer un développement durable et concrétiser les divers engagements pris par nos décideurs à l'échelle régionale et internationale aux termes des AME et des cadres stratégiques et plans d'action régionaux, y compris les principes du développement durable, de la bonne gouvernance et de la prise de décision par les parties intéressées.

Le PROE continuera en 2009 d'apporter un appui et des conseils techniques aux pays membres pour les aider à formuler, renforcer et mettre en œuvre leurs SNDD. Il collaborera également avec les organisations du CORP et d'autres partenaires pour élaborer des approches communes visant à intégrer les questions d'environnement dans la planification nationale. Spécifiquement, les efforts déployés viseront l'élaboration d'un processus ou de directives propices à l'intégration de l'adaptation au changement climatique, de l'atténuation de ses effets et de la conservation de la biodiversité dans les processus nationaux de planification et de budgétisation du développement. Ils feront fond sur les travaux réalisés par la SOPAC pour intégrer la gestion des risques de catastrophes dans le cadre d'un partenariat océanique.

Les activités seront également axées sur la mise en œuvre des conclusions recensées lors de l'examen des priorités régionales, réalisé en 2007-2008, ainsi que sur l'évaluation intégrée et les approches de planification, y compris le suivi environnemental et les rapports sur l'état de l'environnement. Ce travail impliquera l'élaboration d'un plan d'action régional visant un système intégré de suivi, d'évaluation et de rapports ainsi qu'un réseau régional de renforcement des capacités en matière d'évaluation environnementale intégrée. Il fera fond sur des initiatives semblables telles que celle du gouvernement australien sur la rationalisation des rapports requis par les AME portant sur la biodiversité et le programme du PNUE sur l'évaluation intégrée de l'environnement dans le cadre du rapport GEO.

Enfin, ce volet permettra d'apporter un appui aux pays membres en vue de l'identification des principaux mécanismes de financement environnemental et de l'amélioration de leur accès. Le PROE continuera d'aider les pays à accéder aux fonds du FEM, et notamment de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable. Cet appui s'étendra également à d'autres dispositifs de financement, dont le Programme indicatif régional du 10^e FED et le projet de la CE sur le renforcement des capacités en vue de la mise en œuvre des AME.

PROGRAMME 2

:

VENIRS OCÉANIENS

D

Sous-réalisations	Indicateurs	Activité prévue pour 2009					
Réalisation 2.3.1 – Gestion et mise en œuvre des stratégies et accords internationaux et régionaux portant sur le développement durable appuyés		Prévisions budgétaires (\$US)					
		Sous-total — 86 006 \$			Sources de financement		
		Frais de pers.	Frais de fonct.	Frais d'invest.	NZODA-XB Soutien au prog.	84 017 1 989	
		65 306 \$	20 700 \$	0 \$			
2.3.1.1 Soutien à la participation des pays et territoires insulaires océaniques aux réunions et manifestations sur le développement durable	<ul style="list-style-type: none"> • Consultations préparatoires menées avant les grandes réunions pour aborder la portée des points de l'ordre du jour • Positions et stratégies régionales permettant de réaliser les priorités régionales définies avant les grandes réunions et exprimées pendant celles-ci • Préparation de notes d'information avant les grandes réunions • Appui logistique et technique fourni lors des grandes réunions 	CDD-17 <ul style="list-style-type: none"> • Recenser les questions régionales et, suite à des consultations, définir les positions régionales avant la 17^e session de la Commission sur le développement durable (CDD-17) • Élaborer des notes d'information et des interventions à l'intention des missions du Forum à New York et des délégations du Pacifique lors de la CDD-17 • Fournir une assistance technique et logistique aux missions du Forum à New York et aux délégations océaniques à la CDD-17 					
2.3.1.2 Initiatives de développement des capacités menées, et assistance technique et actions de sensibilisation conduites pour promouvoir le respect par les pays et territoires insulaires océaniques des accords internationaux et régionaux sur le développement durable	<ul style="list-style-type: none"> • Initiatives de développement des capacités conçues et menées à bien pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations • Conseils techniques fournis pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations • Intérêts des pays insulaires océaniques promus auprès des organes internationaux et régionaux 	Projet de la CE sur les AME <ul style="list-style-type: none"> • Appuyer la mise en œuvre du projet de la CE sur les AME grâce au recensement des besoins de développement des capacités nécessaires à la mise en œuvre de initiatives de développement durable et de l'intégration • Dispenser une formation en négociation dans un pays • Fournir des conseils techniques aux pays insulaires océaniques pour faciliter la mise en œuvre des obligations internationales et régionales en matière de développement durable (Action 21, Programme d'action de la Barbade, Plan d'application de Johannesburg, Stratégie de Maurice, OMD, etc.) • Élaborer des notes d'information et un appui technique pour promouvoir les intérêts des pays insulaires océaniques auprès des processus internationaux et régionaux concernant les objectifs convenus à l'échelle internationale en matière de développement durable (Action 21, Programme d'action de la Barbade, Plan d'application de Johannesburg, Stratégie de Maurice, OMD, etc.) 					
2.3.1.3 Assistance juridique fournie pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'une législation sur le développement durable	<ul style="list-style-type: none"> • Assistance juridique fournie en vue de la ratification des accords internationaux et régionaux par les pays insulaires océaniques • Assistance juridique fournie pour aider les pays insulaires océaniques à élaborer des lois propices au respect des obligations internationales et régionales • Mécanisme d'échange d'informations sur les accords internationaux et les lois nationales en place et appuyé 	<ul style="list-style-type: none"> • Assistance juridique fournie sur demande pour aider les pays insulaires océaniques à élaborer une législation propice au respect des accords régionaux et internationaux sur le développement durable (Action 21, Programme d'action de la Barbade, Plan d'application de Johannesburg, Stratégie de Maurice, OMD, etc.) 					

PROGRAMME 2

:

VENIRS OCÉANIENS

D

Sous-réalisations	Indicateurs	Activité prévue pour 2009				
2.3.1.4 Ressources financières recensées et mobilisées pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives nationales de développement durable	<ul style="list-style-type: none"> Ressources financières recensées pour permettre l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives régionales ou nationales Propositions élaborées et soumises pour permettre l'accès aux ressources financières aux échelons régional ou multinational Assistance fournie pour élaborer des propositions nationales permettant d'accéder aux ressources financières à l'échelon national 	<ul style="list-style-type: none"> Identifier et diffuser des mécanismes de financement propices à l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives régionales ou nationales de développement durable Contribuer à la conception et à l'élaboration de propositions de projets liés aux initiatives de développement durable pour le Programme indicatif régional du 10^e FED, l'Alliance FEM -Pacifique pour un avenir viable et le projet de la CE sur les AME Appui technique fourni en vue de l'élaboration de propositions nationales liées aux initiatives de développement durable pour le Programme indicatif régional du 10^e FED, l'Alliance FEM -Pacifique pour un avenir viable et le projet de la CE sur les AME 				
2.3.1.5 Contribution des pays insulaires océaniques aux processus et forums internationaux et régionaux appuyés	<ul style="list-style-type: none"> Initiatives sur le développement durable recensées dans le Plan Pacifique élaborées, promues et dûment consignées Appui fourni pour faciliter les interactions des pays insulaires océaniques avec le Forum des îles du Pacifique et d'autres processus régionaux ou internationaux pertinents Groupes de travail du CORP sur le développement durable constitués et réunis une fois par an 	<ul style="list-style-type: none"> Contribuer à l'élaboration, à la promotion et à la diffusion de rapports sur les initiatives de développement durable recensées dans le Plan Pacifique par le biais du PPAC (Comité d'action du Plan Pacifique) Élaborer des notes d'information et fournir un appui technique pour promouvoir les intérêts et les préoccupations des pays insulaires océaniques auprès des processus internationaux et régionaux concernant leurs objectifs nationaux de développement durable (PIF, Dialogue post Forum, PPAC, SIS, FEMM, pays insulaires océaniques/partenaires, etc.) Fournir un appui technique pour promouvoir les intérêts des pays insulaires océaniques dans le cadre des régimes et négociations commerciaux internationaux et régionaux concernant leurs conséquences environnementales (APE, PICTA, PACER, OMS, etc.) Contribuer au bon fonctionnement du groupe de travail du CORP sur le développement durable (coprésidence, secrétariat, élaboration de documents de travail et participation aux réunions du groupe de travail liées aux initiatives de développement durable) 				
Réalisation 2.3.2 – Intégration des questions d'environnement dans les processus décisionnels appuyée		Prévisions budgétaires (SUS)				
		Sous-total — 51 869 \$			Sources de financement	
		Frais de pers.	Frais de fonct.	Frais d'invest.	NZODA-XB Soutien au prog.	50 034 1 835
		42 569 \$	9 300 \$	0 \$		
2.3.2.1 Élaboration, renforcement et mise en œuvre des Stratégies nationales de développement durable (SNDD) ou d'instruments équivalents appuyés	<ul style="list-style-type: none"> Conseils techniques fournis pour aider l'élaboration, le renforcement et la mise en œuvre des SNDD ou d'instruments équivalents 	<ul style="list-style-type: none"> Appui technique et consultatif fourni à au moins deux pays membres pour élaborer, renforcer ou mettre en œuvre leur SNDD 				
2.3.2.2 Intégration des questions d'environnement dans les processus de planification du développement appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Directives sur les meilleures pratiques concernant l'intégration des questions d'environnement dans les processus de planification du développement élaborées, diffusées et actualisées Conseils techniques fournis en vue de l'intégration des questions d'environnement dans les processus de planification du développement 	<ul style="list-style-type: none"> Aider les pays à élaborer des directives sur les meilleures pratiques ainsi que des processus visant à intégrer les principales questions d'environnement dans les processus de planification du développement Appui technique et consultatif fourni à au moins deux pays membres en vue de l'intégration des principales questions d'environnement dans les processus de planification du développement 				
2.3.2.3 Développement des capacités en vue de l'intégration du développement durable dans les processus de planification appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités nationales en vue de l'intégration du développement durable dans les processus de planification recensés Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> Recenser les besoins de développement des capacités nationales pour intégrer le développement durable et les questions d'environnement dans les processus de planification Aider les pays insulaires océaniques à concevoir et mettre en œuvre des initiatives répondant à leurs besoins de développement des capacités en matière d'intégration 				

PROGRAMME 2

:

VENIRS OCÉANIENS

D

Sous-réalisations	Indicateurs	Activité prévue pour 2009				
Réalisation 2.3.3 – Surveillance, évaluation et rapports sur l’environnement appuyés en vue de leur intégration aux niveaux national et régional		Prévisions budgétaires (\$US)				
		Sous-total — 192 927 \$			Sources de financement	
		Frais de pers.	Frais de fonct.	Frais d’invest.	NZODA-XB Soutien au prog.	18 322 1 835
		167 927 \$	25 000 \$	0 \$	NZAID XB FEM-PNUD	87 160 85 610
2.3.3.1 Processus et directives visant à améliorer le suivi intégré de l’environnement et les rapports en la matière aux niveaux national et régional élaborés et promus	<ul style="list-style-type: none"> • Directives sur les meilleures pratiques en matière de suivi environnemental et de rapports sur l’environnement aux niveaux national et régional élaborées et diffusées • Processus d’amélioration du suivi, de l’évaluation et des rapports sur l’environnement élaboré, diffusé et promu 	<ul style="list-style-type: none"> • Appui technique et consultatif fourni dans au moins cinq pays membres en vue de la mise en œuvre d’un modèle et d’un processus consolidé concernant les rapports nationaux requis par les AME sur la biodiversité • Au moins un atelier organisé avec les pays membres pour envisager l’adoption des modèles de rapports nationaux pour tous les AME internationaux sur le changement climatique, la terre et la pollution • Au moins un atelier régional de formation organisé avec des représentants des pays membres sur les approches et procédures d’évaluation intégrée de l’environnement, tel que le cours de formation du PNUD sur l’évaluation intégrée de l’environnement dans le cadre du rapport GEO • Recueil d’au moins cinq études de cas nationales sur les principes relatifs aux meilleures pratiques en matière de suivi et de rapports sur l’environnement produit et diffusé avec une analyse appropriée aux pays membres • Plan d’action régional sur l’élaboration d’un système régional intégré de suivi, d’évaluation et de rapports sur l’environnement formulé avec les pays membres 				
2.3.3.2 Outils et mécanismes visant à améliorer l’utilisation stratégique des données environnementales élaborés et promus	<ul style="list-style-type: none"> • Inventaire des recueils de données environnementales dans le Pacifique dressé et actualisé • Appui technique fourni en vue de la mise en œuvre des évaluations de l’environnement dans la perspective du développement durable • Mesures régionales d’amélioration de la capacité d’évaluation environnementale dans le Pacifique élaborées et mises en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> • Appui technique et consultatif fourni à au moins trois pays en vue de la définition du champ d’action et de la révision des politiques et lois nationales sur l’évaluation de l’impact sur l’environnement et les notices d’impact sur l’environnement • Analyser et diffuser des informations sur le statut des recueils de données nationales sur le suivi environnemental et les besoins de la région • Appui technique et consultatif fourni pour susciter la participation d’au moins 10 représentants d’au moins cinq pays membres à au moins un forum international sur l’évaluation de l’impact tel que la conférence annuelle de l’Association internationale pour l’évaluation des impacts • Concept d’un réseau régional de renforcement des capacités d’évaluation environnementale formulé avec les pays membres 				

PROGRAMME 2

:

VENIRS OCÉANIENS

D

Sous-réalisations	Indicateurs	Activité prévue pour 2009			
2.3.3.3 Développement des capacités nationales en matière de suivi, d'évaluation et de rapports sur l'environnement et d'utilisation de données environnementales stratégiques appuyé	<ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités nationales recensés pour améliorer le suivi et les rapports sur l'environnement ainsi que l'utilisation stratégique de données environnementales Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre Appui fourni en vue de la production de rapports nationaux et régionaux sur l'état de l'environnement Appui fourni en vue de l'élaboration des profils de pays annuels prévus dans le plan d'action 	<ul style="list-style-type: none"> Au moins une formation régionale organisée sur un aspect fondamental de l'intégration du suivi et de l'évaluation de l'environnement dans les processus nationaux de planification économique Assistance technique et appui consultatif fournis à au moins trois pays membres en vue de l'élaboration de systèmes nationaux de suivi et d'évaluation de l'environnement à long terme intégrés aux SNDD Assistance technique et appui consultatif fournis à au moins quatre pays membres de la région en vue de la mise à jour de leurs rapports sur l'état de l'environnement Assistance technique et appui consultatif fournis aux pays membres en vue de la formulation de leurs profils de pays pour la 20^e Conférence du PROE 			
2.3.3.4 Partenariats visant l'utilisation accrue d'informations sur l'environnement établis et mis en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> Liens entre les organisations ayant accès à des données et compétences susceptibles d'améliorer l'utilisation des données environnementales dans le Pacifique recensés Accès à l'information et aux compétences négocié et intégré dans les processus de rapports et d'analyse sur l'environnement Réseaux régionaux et nationaux intégrés en matière d'évaluation, de suivi et de rapports sur l'environnement élaborés et promus 	<ul style="list-style-type: none"> Aider les pays insulaires océaniques à accéder à d'autres possibilités de formation et de développement des capacités sur le suivi et l'analyse de l'environnement aux niveaux régional et international Assistance technique et appui consultatif fournis au nom du PROE concernant les activités des principales organisations internationales de suivi de l'environnement œuvrant dans la région (PNUE, CESAP, GBIF, PIF, UICN-WCMC et secrétariats des AME) 			
Réalisation 2.3.4 – Identification de crédits pour l'environnement et accès à ces crédits appuyés	Prévisions budgétaires (\$US)				
	Sous-total — 189 267 \$			Sources de financement	
	Frais de pers.	Frais de fonct.	Frais d'invest.	NZODA-XB	18 322
	117 017 \$	69 250 \$	3 000 \$	Soutien au prog. AUS/NZ tripartite	1 835 169 110
2.3.4.1 Accès aux fonds du FEM appuyé	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni aux pays insulaires océaniques en vue de l'élaboration de projets susceptibles d'être financés par le FEM Appui fourni aux pays insulaires océaniques en vue de la mise en œuvre des projets financés par le FEM 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir une assistance technique pour recenser et hiérarchiser les besoins des pays, contribuer à la définition et à la conception des projets et des propositions de projets conformément aux exigences du FEM et des agents d'exécution, et contribuer à l'identification des sources de cofinancement Fournir à la demande une assistance aux pays et coordonner l'assistance des autres agents du PROE et du CORP en vue de la mise en œuvre de projets et d'activités dans les pays, y compris l'accès aux ressources ne relevant pas de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable 			

PROGRAMME 2

:

VENIRS OCÉANIENS

D

Sous-réalisations	Indicateurs	Activité prévue pour 2009
	<ul style="list-style-type: none"> • Appui fourni aux pays insulaires océaniques en vue du respect des obligations de suivi et d'évaluation des projets financés par le FEM • Appui fourni aux pays insulaires océaniques concernant les autres questions relatives au FEM • Coordination du FEM, des pays et des autres partenaires appuyée et facilitée 	<ul style="list-style-type: none"> • Fournir une assistance pour que les pays comprennent et exécutent leurs obligations en matière de suivi et d'évaluation par rapport au FEM et aux agents d'exécution et au programme-cadre de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable • Fournir une assistance concernant les réunions du conseil et des membres, les réunions du comité directeur de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable, et les contributions d'autres programmes du PROE améliorant l'accès des pays aux ressources du FEM (préparation aux CdP de la CDB, de la CCNUCC, de la Convention sur les POP, etc.) • Faciliter la coordination avec le Secrétariat du FEM, les agents d'exécution, les organisations du CORP, le groupe de travail des ambassadeurs du Forum, le groupe de référence du GEPSA et les pays sur les questions relatives au FEM
2.3.4.2 Accès à d'autres sources de financement sur l'environnement appuyé	<ul style="list-style-type: none"> • Partenaires susceptibles d'investir dans l'environnement océanique identifiés • Accès aux fonds des partenaires facilité • Conseils techniques fournis pour appuyer le respect des obligations d'information 	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les partenaires et les mécanismes de financement susceptibles d'investir dans l'environnement de la région • Contribuer à la conception et à l'élaboration de propositions de projets liés aux initiatives de développement durable pour le Programme indicatif régional du 10^e FED, l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable et le projet de la CE sur les AME • Conseil technique fourni aux pays insulaires océaniques pour appuyer le respect des obligations d'information de ses mécanismes de financement environnemental

PROGRAMME 2

:

VENIRS OCÉANIENS

D

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES (\$US)	SOURCES DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	Ausaid XB	498 084
	Soutien au prog.	30 590
	NZaid/Ausaid MISD	101 860
	NOAA	67 500
	NZaid XB	298 248
	FEM-PNUD	209 260
Frais de fonctionnement :	Ausaid XB	97 000
	AusAID XXB	57 400
	OMI	19 000
	Japon (JICA)	105 750
	NZaid/Ausaid MISD	64 250
	NOAA	54 870
	NZaid XB	67 500
	AFD	30 000
	UE	100 000
	FEM-PNUD	1 288 300
	Taiwan-République de	8 000
	Chine	92 492
Frais d'investissement :	À identifier	1 000
	Ausaid XB	3 000
	OMI	3 000
	NZaid/Ausaid MISD	3 000
	Japon (JICA)	12 000
	FEM-PNUD	
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	3 119 612	
FINANCEMENTS À IDENTIFIER	92 492	

3. DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

Objectif : **Garantir l'existence de politiques et de services propres à contribuer à la réalisation des objectifs des programmes stratégiques du Secrétariat et à l'efficacité de l'Organisation**

L'exécution efficace et rationnelle des programmes stratégiques du Secrétariat et la fourniture de conseils techniques aux pays et territoires insulaires océaniques incombent au directeur et au directeur adjoint qui bénéficient de l'appui de services administratifs et auxiliaires dynamiques et souples.

Ces services couvrent la formulation et la planification des politiques, les relations avec les donateurs et les Membres, les ressources humaines et l'administration, les technologies de l'information, la communication, les publications et les matériels d'information.

Les activités menées en 2009 seront axées sur les conclusions et recommandations de l'évaluation indépendante de l'Organisation réalisée en 2008, l'examen du Plan d'action 2004-2009 et l'élaboration d'un nouveau Plan d'action pour la période 2010-2013, et les secteurs devant faire l'objet d'une amélioration permanente selon le bilan interne de 2005. Ceux-ci comprennent la base de données sur les projets et les connaissances environnementales, la stratégie à long terme de financement du Secrétariat, la valorisation du personnel, le système de suivi des performances du personnel, les manuels financiers, la diffusion de l'information, et l'amélioration des systèmes et de la sécurité informatiques.

Les personnes suivantes contribuent à la réalisation des objectifs de la direction générale et des services administratifs :

À pourvoir	Directeur
Kosi M. G. LATU	Directeur adjoint
Ruta TUPUA-COUPER	Assistante personnelle du directeur
Apiseta ETI	Assistante personnelle du directeur adjoint
Taito John ROACHE	Directeur administratif
Vacant	Secrétaire du directeur administratif
Non financé	Planificateur attaché de liaison avec les donateurs
Non financé	Responsable du développement et de la qualité de l'Organisation
Lance LAACK	Rédacteur responsable des publications

Kapeni MATATIA
Christian SLAVEN
Nanette WOONTON

Kemueli QOROYA
Aliitasi UESELE-PETAIA
Peter MURGATROYD

Miraneta WILLIAMS
Alofa TU'UAU
Makereta KAURASI-MANUELI
Joanna MATTHES
Ioane IOSEFO
Seleisa AMERIKA
Linda ALAPAE
Simeamativa LEOTA-VAAI
À pourvoir

À pourvoir
Pauline FRUEAN
Lupe SILULU
Helen TUILAGI-AH KUOI
À pourvoir
Monica TUPAI
Faamanatu SITITI
À pourvoir

Tologauvale LEAULA
Amosa TO'OTO'O
Sione LEVU
À pourvoir
Silupe GAFA

Directeur des technologies de l'information
Administrateur systèmes et bases de données
Adjointe du chargé de l'information et des publications

Responsable des technologies de l'information
Responsable du réseau informatique
Responsable du Centre d'information et de documentation

Bibliothécaire adjointe
Directrice financière

Comptable de projet
Agente comptable

Chargé de finances
Chargée des finances

Chargée des finances

Agent administratif principal
Responsable des biens immobiliers

Administrateur du personnel
Chargée des conférences et des voyages

Responsable — Service du courrier et des archives
Assistante — Gestion des documents

Commis aux archives

Réceptionniste

Chauffeur/commis

Chauffeur/commis

Préposé au nettoyage et au thé/employé de bureau

Préposé au nettoyage et au thé

Préposé au nettoyage

Agent de maintenance

Jardinier paysagiste

3. DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

Objectif : Garantir l'existence de politiques et de services propres à contribuer à la réalisation des objectifs des programmes stratégiques du Secrétariat et à l'efficacité de l'Organisation

Sous-réalisations		Indicateurs		Activité prévue pour 2009				
Volet : Objectif :	3.1 - Direction générale Contribuer à l'amélioration des performances grâce à une direction éclairée	Prévisions budgétaires (SUS)						
		Sous-total — 675 570 \$			Sources de financement			
		Frais de pers.	Frais de fonct.	Frais d'invest.	BUDGET DE BASE	\$675 570		
		393 570 \$	282 000 \$	0 \$				
<ul style="list-style-type: none"> Soutien logistique à la Conférence du PROE Consultation avec les Membres Maintien et renforcement des liens avec les donateurs Coordination régionale et internationale améliorée Secrétariat géré de manière efficace et rationnelle 	<ul style="list-style-type: none"> Conférence annuelle du PROE organisée de manière professionnelle, en offrant à tous les Membres la possibilité d'y participer Membres consultés et informés sur les décisions et initiatives importantes Relations avec la communauté des donateurs privilégiées par la direction Exigences des donateurs en matière de rapports et de responsabilité respectées dans les délais prévus Questions et positions régionales définies et prises en compte dans les décisions des forums régionaux et internationaux Opérations internes du Secrétariat évaluées régulièrement et améliorations nécessaires recensées et mises en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir des conseils stratégiques et diffuser les documents de travail aux Membres Consultation avec les Membres concernant leurs besoins prioritaires et les services fournis par le Secrétariat par le biais de missions et de réunions Dialogue avec les donateurs pour veiller à ce que le Secrétariat fournisse les rapports requis et fasse connaître le travail du PROE Contribuer à la coordination régionale et à la coopération internationale dans l'intérêt des pays et territoires insulaires océaniques et du PROE Poursuivre l'amélioration de l'efficacité opérationnelle et des questions liées au personnel Réviser le Plan d'action 2005-2009 et élaborer un nouveau Plan d'action pour 2010-2013 Participer à la révision triennale des conditions d'emploi du personnel du CORP 						

DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

D

Sous-réalisations		Indicateurs		Activité prévue pour 2009			
Volet : 3.2 – Information et communication Objectif : Fournir des systèmes d'information et de communication fiables et conviviaux		Prévisions budgétaires (SUS)					
		Sous-total — 619 625 \$			Sources de financement		
		Frais de pers.	Frais de fonct.	Frais d'invest.	BUDGET DE BASE	384 005	
		483 042 \$	115 583 \$	21 000 \$	Soutien au prog.	235 620	
<ul style="list-style-type: none"> Bases de données de l'Organisation et des programmes gérées Assistance sur les TIC fournie au Secrétariat Processus de gestion des risques relatifs aux TIC élaborés et mis à jour Systèmes d'archivage développés et mis à jour 	<ul style="list-style-type: none"> Bases de données de l'Organisation disponibles aux utilisateurs, régulièrement mises à jour sur une plateforme technique appropriée et stable TIC disponibles aux agents du PROE et gérées sur une plateforme technique stable Perturbations des services informatiques communiquées aux agents du PROE de sorte à perturber le moins possible les activités du Secrétariat Processus de gestion des risques relatifs aux TIC élaborés et déployés pour permettre la restauration de données à jour dans les délais les plus brefs en cas de sinistre informatique Système d'archivage des données élaboré et déployé pour permettre leur récupération rapide 	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer les bases de données EDA et POD comme convenu avec les agents Nouveau site web et serveur plus rapide Continuer de développer l'intranet et mettre à jour le portail MS Sharepoint Mettre à jour les logiciels existants pour suivre l'évolution de l'industrie Améliorer les services informatiques grâce à une formation régulière du personnel sur les applications logicielles Poursuivre l'élaboration des systèmes de test des images des serveurs, des sauvegardes, des plans de restauration des données en cas de sinistre informatique et des solutions avant les déploiements de sorte à minimiser les perturbations Sécuriser l'évolution du réseau et l'amélioration de l'infrastructure informatique Développer les installations de stockage, de sauvegarde et de dépôt des données en cas de sinistre informatique CID collaborant avec le service du courrier et des archives pour élaborer et déployer des systèmes conviviaux d'archivage et de récupération des documents et de la correspondance sur les programmes et les services administratifs du PROE sur support papier et électronique 					
<ul style="list-style-type: none"> Accès aux services bibliothécaires fournis et facilités 	<ul style="list-style-type: none"> Services bibliothécaires du PROE disponibles aux agents de l'Organisation et aux membres du public Réponses aux demandes de service de recherche et de documentation données dans les délais prescrits Bases de données bibliographiques actualisées et accessibles Documents pertinents recensés, catalogués et saisis dans la base de données de la bibliothèque et disponibles sous un format exploitable Accès accru aux publications, matériels promotionnels et informations sur l'Organisation sur support papier et électronique Collection étendue et actualisée sur les principaux sujets environnementaux concernant le Pacifique de sorte à répondre aux besoins du PROE et des parties prenantes de la région 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir des services de recherche et de documentation au personnel du PROE et aux parties intéressées de la région Développer la base de données et l'infrastructure Internet de la bibliothèque du PROE pour maximiser l'accès aux matériels d'information sur l'environnement. Recenser les documents pertinents, les cataloguer et les saisir dans la base de données de la bibliothèque. Développer le site web de la bibliothèque du PROE pour améliorer l'accès aux données actuelles et historiques sur l'environnement océanien. Élaborer et déployer des systèmes conviviaux d'archivage et de récupération des documents et de la correspondance sur les programmes et les services administratifs du PROE sur support papier et électronique Acquérir des documents sur support papier et électronique pour répondre aux besoins du PROE et des parties prenantes de la région 					

DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

D

Sous-réalisations	Indicateurs	Activité prévue pour 2009											
<ul style="list-style-type: none"> Publications et supports de sensibilisation et d'éducation produits et diffusés Sensibilisation au PROE et à ses activités poursuivie et améliorée auprès des Membres, de la région et du reste du monde 	<ul style="list-style-type: none"> Publications à l'appui des activités d'éducation et de sensibilisation produites/acquises et diffusées aux parties prenantes Contacts avec les médias maintenus et développés Médias recevant régulièrement des informations du PROE 	<ul style="list-style-type: none"> Produire des documents d'information de haute qualité sur support papier et électronique tout en minimisant les coûts Gérer, actualiser et améliorer le site web du PROE Publier une série de bulletins électroniques mensuels sur les activités du PROE Produire au moins un communiqué de presse par semaine dans un domaine lié au travail du PROE Organiser des ateliers de formation des médias en liaison avec les réunions et initiatives au siège du PROE Coordonner les activités médiatiques du PROE et des Membres dans le cadre des grandes conférences et réunions régionales et internationales Diffuser des produits d'information du PROE aux parties prenantes, y compris aux bibliothèques de dépôt, dans divers formats pour répondre aux besoins en la matière 											
Volet : 3.3 – Financement Objectif : Fournir des informations et des rapports transparents, explicables et opportuns	Prévisions budgétaires (SUS)												
Sous-total — 336 830 \$			Sources de financement										
<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 25%; text-align: center;">Frais de pers.</td> <td style="width: 25%; text-align: center;">Frais de fonct.</td> <td style="width: 25%; text-align: center;">Frais d'invest.</td> <td style="width: 25%; text-align: center;">BUDGET DE BASE</td> <td style="width: 10%; text-align: center;">224 690</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">277 330 \$</td> <td style="text-align: center;">59 500 \$</td> <td style="text-align: center;">0 \$</td> <td style="text-align: center;">Soutien au prog.</td> <td style="text-align: center;">112 140</td> </tr> </table>			Frais de pers.	Frais de fonct.	Frais d'invest.	BUDGET DE BASE	224 690	277 330 \$	59 500 \$	0 \$	Soutien au prog.	112 140	
Frais de pers.	Frais de fonct.	Frais d'invest.	BUDGET DE BASE	224 690									
277 330 \$	59 500 \$	0 \$	Soutien au prog.	112 140									
<ul style="list-style-type: none"> États financiers fiables présentés en temps voulu à la Conférence du PROE Rapports financiers fiables présentés aux donateurs en temps voulu Rapports de gestion financière fournis en temps voulu à la direction et aux programmes Processus de gestion intégrée des risques financiers fournis 	<ul style="list-style-type: none"> États financiers annuels approuvés sans réserve par les commissaires aux comptes Exigences des donateurs respectées en matière de rapports financiers Services administratifs et programmes du PROE ayant accès à des informations financières propices au bon fonctionnement du Secrétariat Facteurs de risques financiers régulièrement évalués et mesures d'atténuation des risques élaborées et régulièrement mises à jour 	<ul style="list-style-type: none"> Préparer les rapports financiers en temps voulu et obtenir l'approbation sans réserve des commissaires aux comptes pour les Conférences du PROE Fournir en temps voulu des rapports financiers rigoureux à la demande des donateurs Fournir des services financiers professionnels Préparer les rapports financiers et budgétaires requis par la direction et les chargés de projet Réviser et améliorer les systèmes comptables et les procédures de contrôle interne Identifier et évaluer les risques financiers et réviser les procédures en vue de leur minimisation Planifier et gérer le placement des réserves et fonds inutilisés du PROE 											

DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

D

Sous-réalisations	Indicateurs	Activité prévue pour 2009			
Volet : 3.4 – Administration Objectif : Utiliser des systèmes de gestion du personnel et d'administration efficaces	Prévisions budgétaires (\$US)				
	Sous-total — 683 208 \$			Sources de financement	
	Frais de pers.	Frais de fonct.	Frais d'invest.	Budget de base	\$613 788
	307 908 \$	330 300 \$	45 000 \$	Soutien au prog.	69 420
<ul style="list-style-type: none"> Recrutement, orientation et prestations sociales du personnel gérés Systèmes d'évaluation des performances du personnel en place Infrastructure et biens du Secrétariat gérés 	<ul style="list-style-type: none"> Politiques de gestion des ressources humaines (couvrant le recrutement et l'orientation) mises à jour au besoin et respectées par tous les agents du PROE Cadre d'évaluation du personnel élaboré, déployé et mis à jour au besoin Plan de gestion durable de l'infrastructure et des biens du Secrétariat élaboré, déployé et régulièrement mis à jour 	<ul style="list-style-type: none"> Réviser et actualiser le règlement du personnel et les politiques et procédures pertinentes de gestion des ressources humaines Mettre en œuvre des politiques et procédures révisées de recrutement et de sélection du personnel et les modifier au besoin Mettre à l'essai et appliquer un système révisé d'évaluation des performances et le modifier au besoin Réviser et actualiser ce système en continu et veiller à son application opportune Renforcer le lien entre le système d'évaluation des performances et le perfectionnement professionnel Veiller la mise à jour de tous les systèmes et de toutes les procédures d'administration et à la couverture (assurance et protection) de tous les biens du Secrétariat Fournir des services d'appui administratif au Secrétariat en temps opportun 			

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES (\$US)	SOURCES DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	Budget de base	1 044 670
	Soutien au prog.	417 180
Frais de fonctionnement :	Budget de base	787 383
Frais d'investissement :	Budget de base	66 000
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS FINANCEMENTS À IDENTIFIER	2 315 233	

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2009-2011 (DOLLARS É.-U.)
ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

COÛTS DE MISE EN ŒUVRE	1.1.1	1.1.2	1.1.3	1.1.4	1.1.5	1.2.1	1.2.2	1.2.3	1.2.4	1.2.5	1.2.6	1.3.1	1.3.2	1.3.3	2009	2010	2011
	Budget prévisionnel	BUDGET ANTICIPÉ	BUDGET ANTICIPÉ														
I. Coût du personnel																	
Directeur de programme - Écosystème insulaires	9,015	9,015	9,015	9,015	9,015	9,015	9,015	9,015	8,705	8,705	8,705	8,705	8,705	8,705	124,350	130,568	137,096
Conseillère en matière de stratégie d'action	42,632	-	53,290	-	10,658	-	-	-	-	-	-	-	-	-	106,580	111,909	117,504
Spécialiste des espèces envahissantes	-	-	-	-	-	-	-	-	81,150	-	-	-	-	-	81,150	85,208	89,468
Spécialiste de la gestion des zones côtières	13,472	17,962	40,415	-	-	17,962	-	-	-	-	-	-	-	-	89,810	94,301	99,016
Spécialiste de la gestion des récifs coralliens	-	75,320	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	75,320	79,086	83,040
Administrateur de bases de données et de systèmes de gestion	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	20,250	20,250	21,263	
Rédacteur responsable des publications	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Responsable de l'éducation et de la communication	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	85,000	-	85,000	89,250	
Conseiller juridique sur l'environnement	39,632	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	39,632	41,614	
Spécialiste du développement des capacités	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	117,800	-	-	117,800	123,690	
Responsable du CID	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	35,660	35,660	37,443	
Spécialiste de la biodiversité insulaire	65,295	-	21,765	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	87,060	91,413	
Conseiller en matière de pollution marine	-	-	-	-	-	-	-	-	37,084	-	-	-	-	-	37,084	38,938	
Spécialiste des espèces marines	-	-	-	-	-	22,701	5,297	45,402	-	-	2,270	-	-	-	75,670	79,454	
Spécialiste de la conservation du milieu marin	-	-	-	-	67,160	-	-	-	-	-	-	-	-	-	67,160	70,518	
Conseiller en matière de développement durable	-	-	5,483	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5,483	5,757	
Administrateur adjoint - Convention de Ramsar	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Responsable adjoint de la base de données sur les tortues	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Bibliothécaire adjointe	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7,970	7,970	8,369	
Secrétaire - Écosystèmes insulaires	1,204	1,204	1,204	1,204	1,204	1,204	1,204	1,204	1,163	1,163	1,163	1,163	1,163	1,163	16,610	17,441	
Premier secrétaire du programme	1,014	1,014	1,014	1,014	1,014	1,014	1,014	1,014	979	979	979	979	979	979	13,980	14,679	
TOTAL FRAIS DE PERSONNEL	172,264	104,515	132,185	11,233	89,051	51,896	16,530	56,635	129,080	10,846	13,116	128,646	95,846	74,726	1,086,569	1,140,997	1,197,942
II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT																	
Dépenses d'administration	-	24,500	8,000	-	5,900	650	110	1,250	6,690	-	40	29,340	-	-	76,480	80,304	
Frais généraux	2,286	8,286	16,236	286	5,466	1,386	1,386	2,586	3,786	286	686	30,286	1,786	286	75,030	78,782	
Consultants	11,500	62,500	50,000	-	10,000	-	-	-	111,400	-	-	10,000	6,000	-	261,400	274,470	
Réunions/Conférences	11,214	66,214	26,214	2,214	29,214	5,014	2,214	5,814	19,214	2,214	2,214	20,214	7,214	2,214	201,400	211,470	
Formation	4,000	45,000	18,800	-	13,800	1,500	-	-	7,000	-	-	29,000	-	-	119,100	125,055	
Détachements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	26,000	-	30,000	56,000	58,800	
Assistance dans les pays	-	72,000	23,000	-	-	3,600	-	3,600	14,000	-	-	71,000	5,000	-	192,200	201,810	
Manifestations spéciales	-	-	-	-	-	-	-	-	2,000	-	-	105,000	-	-	107,000	112,350	
Fin. de projets directement versé aux pays	-	-	-	-	-	-	-	3,000	-	-	-	-	5,000	-	8,000	8,400	
TOTAL DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT	29,000	278,500	142,250	2,500	64,380	12,150	3,710	16,250	164,090	2,500	2,940	320,840	25,000	32,500	1,096,610	1,151,441	1,209,013
III. FRAIS D'INVESTISSEMENT																	
Dépenses d'investissement	4,000	-	-	-	5,000	-	-	-	-	-	-	11,200	2,500	-	22,700	23,835	
TOTAL DES FRAIS D'INVESTISSEMENT	4,000	-	-	-	5,000	-	-	-	-	-	-	11,200	2,500	-	22,700	23,835	
TOTAL GÉNÉRAL	205,264	383,015	274,435	13,733	158,431	64,046	20,240	72,885	293,170	13,346	16,056	460,686	123,346	107,226	2,205,879	2,316,172	2,431,981

Résultats :

- 1.1.1 Gestion et mise en œuvre des stratégies et accords internationaux et régionaux portant sur les écosystèmes appuyées
- 1.1.2 Gestion intégrée des écosystèmes au niveau régional élaborée et coordonnée.
- 1.1.3 Élaboration et mise en œuvre de politiques, programmes et actions pour gérer les écosystèmes au niveau national
- 1.1.4 Capacités en matière d'éducation et de communication renforcées pour appuyer la gestion des écosystèmes
- 1.1.5 Collecte d'informations sur les écosystèmes et accès à ces informations facilités
- 1.2.1 Gestion et mise en œuvre des stratégies et accords internationaux et régionaux portant sur les espèces appuyées
- 1.2.2 Conservation et gestion des espèces au niveau régional mises en œuvre et coordonnées
- 1.2.3 Élaboration et mise en œuvre de politiques, programmes et actions pour préserver les espèces au niveau national appuyées
- 1.2.4 Prévention et gestion des espèces envahissantes appuyées
- 1.2.5 Capacité d'éducation et de communication renforcées pour appuyer la conservation et la gestion des espèces
- 1.2.6 Collecte d'informations sur les espèces et accès à ces informations facilités
- 1.3.1 Développement des capacités des ressources humaines, renforcement institutionnel et formation à l'environnement appuyés
- 1.3.2 Éducation et communication propices aux changements de comportements appuyées
- 1.3.3 Connaissances rassemblées et diffusées et accès aux informations environnementales appuyé

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2009-2011 (DOLLARS É.-U.)
AVENIRS OCÉANIENS

	2.1.1	2.1.2	2.1.3	2.1.4	2.1.5	2.1.6	2.1.7	2.2.1	2.2.2	2.2.3	2.2.4	2.3.1	2.3.2	2.3.3	2.3.4	2009	2010	2011
	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	BUDGET	BUDGET	BUDGET								
COÛTS DE MISE EN ŒUVRE	prév.	prév.	prév.	prév.	prév.	prév.	prév.	PRÉV.	ANTICIPÉ	ANTICIPÉ								
I. Coût du personnel																		
Directeur de programme - Avenirs océaniques	9,146	9,146	9,146	9,146	9,146	9,146	9,146	9,146	8,492	8,492	8,492	8,492	7,839	7,839	7,839	130,650	137,183	144,042
Conseillère en matière de stratégie d'action	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Spécialiste des espèces envahissantes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Responsable de projet - PIGGAREP	-	-	-	-	-	108,100	-	-	-	-	-	-	-	-	-	108,100	113,505	119,180
Spécialiste de l'adaptation au changement climatique	-	101,320	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	101,320	106,386	111,705
Conseiller en matière de changements climatiques	30,534	10,178	10,178	10,178	10,178	10,178	20,356	-	-	-	-	-	-	-	-	101,780	106,869	112,212
Spécialiste du développement des capacités	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Spécialiste de l'environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	67,160	-	67,160	70,518	74,044
Chargé de projet - Droit environnemental	9,908	-	-	-	-	-	-	49,540	-	-	-	-	-	-	-	59,448	62,420	65,541
Conseiller chargé de l'assistance du FEM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	101,860	101,860	106,953	112,301
Conseiller en matière de pollution marine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	55,626	-	-	-	-	55,626	58,407	61,328
Responsable du Projet PACC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	85,610	85,610	89,891	94,385
Chargé de projet - SMOG-IP	-	-	-	67,500	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	67,500	70,875	74,419
Conseiller en prévention de la pollution	-	-	-	-	-	-	-	15,879	58,223	15,879	15,879	-	-	-	-	105,860	111,153	116,711
Chargé des finances - PIGGAREP	-	-	-	-	-	15,550	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15,550	16,328	17,144
Spécialiste des déchets solides	-	-	-	-	-	-	-	-	-	70,320	-	-	-	-	-	70,320	73,836	77,528
Conseiller en matière de développement durable	-	-	5,483	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	104,168	109,376	114,845
Administrateur adjoint - Convention de Ramsar	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	54,825	32,895	5,483	5,483	-	-	-
Secrétaire - Programme Avenirs océaniques	1,163	1,163	1,163	1,163	1,163	1,163	1,163	1,163	1,080	1,080	1,080	1,080	997	997	997	16,610	17,441	18,313
Deuxième secrétaire du programme	979	979	979	979	979	979	979	909	909	909	909	909	839	839	839	13,980	14,679	15,413
TOTAL FRAIS DE PERSONNEL	51,729	122,785	26,947	88,965	21,465	145,115	31,643	76,706	68,704	96,680	81,986	65,306	42,569	167,927	117,017	1,205,542	1,265,819	1,329,110
II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT																		
Dépenses d'administration	-	14,300	-	8,851	-	18,000	-	3,200	727	9,250	200	-	-	-	6,114	60,642	63,674	66,858
Frais généraux	1,500	6,500	-	5,200	-	2,000	-	-	4,273	7,000	3,000	700	300	500	4,136	35,109	36,864	38,708
Consultants	-	65,000	-	-	-	-	-	4,000	-	-	-	-	-	5,000	5,000	79,000	82,950	87,098
Réunions/Conférences	9,000	-	3,000	57,000	-	41,000	8,000	14,000	6,500	-	6,000	12,000	-	-	33,000	189,500	198,975	208,924
Formation	-	-	-	18,000	-	89,000	-	8,000	-	80,000	12,000	-	-	8,500	-	215,500	226,275	237,589
Détachements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assistance dans les pays	-	60,000	-	8,311	-	52,000	-	32,000	12,000	56,000	-	-	9,000	11,000	21,000	261,311	274,377	288,095
Manifestations spéciales	8,000	5,500	-	2,000	-	-	-	8,000	3,500	3,500	-	-	-	-	-	38,500	40,425	42,446
Fin. de projets directement versé aux pays	-	605,000	-	-	-	500,000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,105,000	1,160,250	1,218,263
TOTAL DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT	18,500	756,300	3,000	99,362	-	702,000	8,000	69,200	27,000	155,750	21,200	20,700	9,300	25,000	69,250	1,984,562	2,083,790	2,187,980
III. FRAIS D'INVESTISSEMENT																		
Dépenses d'investissement	-	4,000	-	-	-	8,000	-	-	1,000	3,000	3,000	-	-	-	3,000	22,000	23,100	24,255
TOTAL DES FRAIS D'INVESTISSEMENT	-	4,000	-	-	-	8,000	-	-	1,000	3,000	3,000	-	-	-	3,000	22,000	23,100	24,255
TOTAL GÉNÉRAL	70,229	883,085	29,947	188,327	21,465	847,115	39,643	145,906	95,704	252,430	103,186	86,006	51,869	192,927	189,267	3,212,104	3,372,709	3,541,344

Résultats :

- 2.1.1 Gestion et mise en oeuvre des stratégies et accords internationaux et régionaux portant sur le changement climatique appuyées.
- 2.1.2 Adaptation aux effets néfastes du changement climatique appuyée
- 2.1.3 Renforcement de la gouvernance sur le changement climatique appuyé
- 2.1.4 Collecte d'informations techniques sur le changement climatique et accès à ces informations facilités.
- 2.1.5 Capacité d'éducation et de communication renforcée pour appuyer les mesures portant sur le changement climatique.
- 2.1.6 Contribution à la réduction des émissions mondiales de gaz à effet de serre appuyée.
- 2.1.7 Partenariats et coopération visant une meilleure gestion du changement climatique appuyés.
- 2.2.1 Gestion et mise en oeuvre des stratégies et accords internationaux et régionaux portant sur la pollution et les déchets appuyées.
- 2.2.2 Gestion des substances dangereuses appuyée
- 2.2.3 Gestion des déchets solides appuyée
- 2.2.4 Gestion de la pollution marine et des déchets appuyée
- 2.3.1 Gestion et mise en oeuvre des stratégies et accords internationaux et régionaux portant sur le développement durable appuyées.
- 2.3.2 Intégration des questions d'environnement dans les processus décisionnels appuyée.
- 2.3.3 Surveillance, évaluation et rapports sur l'environnement appuyés en vue de leur intégration aux niveaux national et régional.
- 2.3.4 Identification de crédits pour l'environnement et accès à ces crédits appuyés.

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2009-2011 (DOLLARS É.-U.)

DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

COÛTS DE MISE EN ŒUVRE	3.1	3.2	3.3	3.4	2009	2010	2011
	Budget prév.	Budget prév.	Budget prév.	Budget prév.	BUDGET PRÉV.	BUDGET ANTICIPÉ	BUDGET ANTICIPÉ
I. Coût du personnel							
Directeur	187,850	-	-	-	187,850	197,243	207,105
Directeur adjoint	134,030	-	-	-	134,030	140,732	147,768
Directeur administratif	29,450	29,450	29,450	29,450	117,800	123,690	129,875
Secrétaire particulière - directeur	21,120	-	-	-	21,120	22,176	23,285
Secrétaire particulière - directeur adjoint	21,120	-	-	-	21,120	22,176	23,285
Secrétaire - Directeur administratif	-	-	-	-	-	-	-
Administrateur de bases de données et de systèmes de gestion	-	40,500	6,750	-	47,250	49,613	52,093
Rédacteur responsable des publications	-	79,980	-	-	79,980	83,979	88,178
Directrice financière	-	-	103,860	-	103,860	109,053	114,506
Responsable du CID	-	35,660	-	-	35,660	37,443	39,315
Directeur informatique	-	98,880	-	-	98,880	103,824	109,015
Chargée de projet - TI	-	59,440	-	-	59,440	62,412	65,533
Agent de soutien - Réseau informatique	-	68,020	-	-	68,020	71,421	74,992
Comptable de projet	-	-	76,150	-	76,150	79,958	83,955
Adjointe du chargé de l'information et des publications	-	59,690	-	-	59,690	62,675	65,808
Directeur administratif	-	-	-	74,400	74,400	78,120	82,026
Administrateur du personnel	-	-	-	17,010	17,010	17,861	18,754
Assistant administratif	-	-	-	11,380	11,380	11,949	12,546
Agente comptable	-	-	15,940	-	15,940	16,737	17,574
Bibliothécaire adjointe	-	7,970	-	-	7,970	8,369	8,787
Préposé au nettoyage	-	-	-	6,260	6,260	6,573	6,902
Préposé au nettoyage/messenger	-	-	-	6,470	6,470	6,794	7,133
Commis/chauffeur (1)	-	-	-	7,760	7,760	8,148	8,555
Commis/préposé au nettoyage et au thé	-	-	-	6,470	6,470	6,794	7,133
Chargée des conférences et des voyages	-	-	-	17,260	17,260	18,123	19,029
Commis/chauffeur (2)	-	-	-	6,240	6,240	6,552	6,880
Chargé des finances (1)	-	-	15,940	-	15,940	16,737	17,574
Chargé des finances (2)	-	-	15,940	-	15,940	16,737	17,574
Chargé des finances (3)	-	-	13,300	-	13,300	13,965	14,663
Responsable des biens immobiliers	-	-	-	18,650	18,650	19,583	20,562
Jardinier paysagiste	-	-	-	6,400	6,400	6,720	7,056
Agent de maintenance	-	-	-	13,980	13,980	14,679	15,413
Réceptionniste	-	-	-	7,760	7,760	8,148	8,555
Agent de bureau - Service du courrier et des archives	-	-	-	13,980	13,980	14,679	15,413
Agent de bureau - Service du courrier et des archives/commis	-	-	-	7,830	7,830	8,222	8,633
Agent de bureau - Courrier et archives	-	3,452	-	13,808	17,260	18,123	19,029
Heures supplémentaires/formation continue/augmentations	-	-	-	42,800	42,800	44,940	47,187
TOTAL FRAIS DE PERSONNEL	393,570	483,042	277,330	307,908	1,461,850	1,534,943	1,611,690
II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT							
Dépenses d'administration	10,000	-	30,500	-	40,500	42,525	44,651
Frais généraux	133,500	99,583	23,000	324,300	580,383	609,402	639,872
Consultants	-	-	-	-	-	-	-
Réunions/Conférences	100,500	6,000	6,000	6,000	118,500	124,425	130,646
Formation	-	10,000	-	-	10,000	10,500	11,025
Détachements	-	-	-	-	-	-	-
Assistance dans les pays	-	-	-	-	-	-	-
Manifestations spéciales	38,000	-	-	-	38,000	39,900	41,895
Fin. de projets directement versé aux pays	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT	282,000	115,583	59,500	330,300	787,383	826,752	868,090
III. FRAIS D'INVESTISSEMENT							
Dépenses d'investissement	-	21,000	-	45,000	66,000	69,300	72,765
TOTAL DES FRAIS D'INVESTISSEMENT	-	21,000	-	45,000	66,000	69,300	72,765
TOTAL GÉNÉRAL	675,570	619,625	336,830	683,208	2,315,233	2,430,995	2,552,544

Résultats :

- 3.1 Direction générale.
- 3.2 Information et communication
- 3.3 Finances
- 3.4 Administration.

**BUDGET DES SERVICES ADMINISTRATIFS
POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2009**

Honoraires des commissaires aux comptes		17,000
Frais bancaires		3,500
Acquisitions de capital		
- Matériel de bureau	0	
- Matériel informatique	12,000	
- Équipement	36,000	
- Remplacement des véhicules automobiles	<u>15,000</u>	63,000
Frais de communication		41,300
Électricité		110,000
Pertes de change		10,000
Location de matériel		1,000
Assurance		93,700
Déplacements officiels		
- Vols	73,000	
- Indemnités journalières	<u>55,500</u>	128,500
Dépenses diverses		4,800
Véhicules automobiles		12,000
Fournitures de bureau		10,000
Réceptions officielles		10,000
Affranchissement et frais de port		12,200
Impression et publications		22,000
Réparations et entretien		
- Bâtiments	25,000	
- Mobilier et matériel de bureau	15,500	
- Terrains et entretien	7,000	
- Autres	<u>3,000</u>	50,500
Équipements de protection		1,000
Sécurité		22,000
Logiciels		27,500
Conférence du PROE		
- Vols	19,000	
- Indemnités journalières	19,000	
- Traduction et interprétation	120,000	
- Autres dépenses	<u>2,000</u>	160,000
Avantages sociaux		3,000
Perfectionnement du personnel		10,500
Fournitures de bureau		16,700
Cotisations/redevances de licences		12,183
Traduction et interprétation		<u>11,000</u>
Total frais de fonctionnement et d'investissement		<u>\$853,383</u>

